

Microbibliothèques réinventées à Trois-Rivières
Campagne de sociofinancement sur La Ruche Mauricie

ARTICLE EN PAGE 2

gazettemauricie.com

GRATUIT

MENSUEL 18 000 EXEMPLAIRES
MAI 2022 - VOLUME 37 - NUMÉRO 9
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

POULES ET AUTRES VOLAILLES

Un retour à l'élevage urbain?

PAGE 4

La valeur d'un milieu humide

PAGE 5

Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie

PAGES 6 À 9

Pour l’amour des « cabanes à livres »

Vingt-huit microbibliothèques réinventées sont sur le point d’apparaître dans le paysage trifluvien. En plus de rendre la lecture et la culture littéraire accessibles, elles seront aussi des points de distribution de *La Gazette de la Mauricie*.

STÉPHANIE DUFRESNE

Qu’elles soient nommées « cabanes à livres », « boîtes à livres », « croque-livres » ou « microbibliothèques », ces installations, qui fonctionnent selon le principe « Prenez un livre, laissez un livre », sont de véritables odes à la lecture, au partage et à l’esprit de communauté.

On en retrouve partout sur la planète. Selon l’organisation à but non lucratif américain *Little free library*, la première boîte à livres a été construite par Todd Bol, un homme du Wisconsin qui voulait rendre hommage à sa mère, une ancienne enseignante qui adorait lire. L’idée s’est répandue comme une trainée de poudre et le mouvement de partage de livres gratuits a pris son envol dans le monde entier. L’organisme recense maintenant plus de 100 000 boîtes à livres dans plus de 100 pays.

RÉINVENTER LES CABANES À LIVRES DE TROIS-RIVIÈRES

L’arrêt des activités de La Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières au printemps 2020 a rendu orphelin un réseau de 18 cabanes à livres qui était géré par l’organisme depuis 2015.

Alors que les responsables de la Ville de Trois-Rivières se demandaient s’ils ne devaient pas en retirer quelques-unes, *La Gazette de la Mauricie* a proposé de les reprendre et de les intégrer au réseau de distribution de son journal.

S’en est suivi un processus créatif pour repenser le design des microbibliothèques afin d’y intégrer aussi les journaux. Un prototype de grand format muni d’un panneau solaire et d’une ampoule DEL pour éclairer les livres en soirée a été choisi pour remplacer les 18 cabanes à livres de La Démarche. Il est prévu d’en ajouter dix de plus.

Les 28 unités seront fabriquées par l’Atelier Silex. Puisqu’il s’agit de mobilier urbain, les artistes membres de l’Atelier Silex y intégreront de l’art visuel, de la peinture et de la sculpture. Chaque microbibliothèque sera donc une œuvre d’art en soi.

En réalisant ce projet, *La Gazette de la Mauricie* consolide sa distribution, mais répond aussi à sa mission communautaire, en contribuant à l’accessibilité de la lecture, pilier de l’éducation populaire. « Les microbibliothèques renforcent également le sentiment d’appartenance dans les communautés en encourageant l’échange de livres entre voisins. Ce sont des projets créatifs qui embellissent les quartiers, stimulent la marche et la mobilité active et créent des liens sociaux », affirme Louis-Serge Gill, président de *La Gazette de la Mauricie*.

Innovation et développement économique Trois-Rivières (IDÉTR) soutient financièrement le projet microbibliothèques réinventées. La ville de Trois-Rivières fera don de livres excédentaires provenant de ses bibliothèques. Une campagne de sociofinancement en cours, dont les porte-paroles sont Guillaume Vermette et Émilie Perreault, vise à recueillir des fonds pour boucler le financement de l’initiative.

Pour contribuer à la campagne de financement, rendez-vous sur la plateforme de La Ruche au laruchequebec.com/fr/region/Mauricie

Vingt-huit nouvelles microbibliothèques seront installées sur le territoire de Trois-Rivières.



Guillaume Vermette et Émilie Perreault sont les porte-paroles de la campagne de financement pour les microbibliothèques réinventées.



SOMMAIRE

- SOCIÉTÉ P. 2 ET 4
- POLITIQUE MUNICIPALE P. 3
- ENVIRONNEMENT P. 4 ET 5
- ÉDITORIAL P. 14
- ÉCONOMIE P. 15
- INTERNATIONAL P. 15
- HISTOIRE P. 16
- RACINES MAURICIENNES P. 17
- LA TÊTE DANS LES NUANCES P.17
- CULTURE P. 18 ET 19

SOCIÉTÉ

Poules pondeuses et autres volailles
Un retour à l'élevage urbain?

PAGE 4

ENVIRONNEMENT

Combien vaut un milieu humide?

PAGE 5

ÉCONOMIE

Le privé en santé : plus cher et moins efficace

PAGE 15

HISTOIRE

Émilie Gamelin : « L'Ange des prisonniers politiques »

PAGE 16

Être mère et politicienne indépendante en 2022

Pour souligner la fête des Mères, *La Gazette de la Mauricie* s’est entretenue avec Sabrina Roy, conseillère municipale à la Ville de Trois-Rivières et mère monoparentale.



MARIANNICK
MERCURE

Sabrina Roy est bien au fait des embûches que doivent surmonter les jeunes mères impliquées en politique, elle qui est devenue maman deux fois depuis son élection en 2013. Les difficultés de conciliation travail-famille ont en effet commencé tout de suite après son premier accouchement, alors qu’elle a dû continuer à régler des dossiers... depuis son lit d’hôpital.

L’IMPOSSIBLE CONGÉ DE MATERNITÉ DES ÉLUS INDÉPENDANTES

Il y a pourtant eu des gains dans les dernières années en ce qui concerne les congés parentaux, mais principalement pour les élus(-es) des grandes villes. Par suite d’une demande de conseillères issues de partis politiques, notamment à Gatineau et à Montréal, le gouvernement a décidé d’allonger le délai d’absentéisme maximal prévu par la loi. Ce délai, fixé à 90 jours, passait alors à 18 semaines pour les nouveaux parents, soit environ un mois de plus.

Pour les conseillers(-ères) indépendants(-es) des villes de plus petite taille, cette extension n’a toutefois rien changé à la problématique, qui tient davantage du manque de ressources pour assurer un suivi adéquat en leur absence : « Partir plusieurs mois reviendrait à un suicide politique pour nous. Même prendre quelques semaines, c’est difficile : le téléphone continue de sonner, les courriels de rentrer, et personne ne fera tes suivis pour toi », mentionne Sabrina Roy à ce sujet. Il faut savoir que les prestations de soutien allouées aux élus(-es) indépendants(-es) – contrairement à celles destinées aux élus(-es) membres de partis politiques –, sont nettement insuffisantes pour verser un salaire de remplacement durant un congé parental.

DES HORAIRES INADAPTÉS AUX RÉALITÉS PARENTALES

Pour Joanne Blais, directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie, la problématique de la structure du travail dans les organisations s’ajoute à ce manque de ressources : « Faire des rencontres pendant l’heure du déjeuner ou du souper, ce n’est pas réaliste pour les pa-

rents de jeunes enfants. » Et puisque, culturellement, les tâches familiales incombent encore davantage aux femmes qu’aux hommes, on se retrouve avec une conciliation plus complexe pour les mères.

Ce problème est d’ailleurs récurrent autour de la table du conseil à Trois-Rivières, où certaines rencontres dépassent l’heure de fermeture des services de garde ou empiètent sur les heures de repas : « Quand il faut aller chercher les enfants à l’école ou à la garderie, on peut rester branché sur la réunion, quand elle est virtuelle, mais on n’est plus du tout concentré. On ne participe plus aux échanges », souligne Sabrina Roy.

Avec l’arrivée récente de plusieurs élus(-es) à Trois-Rivières qui occupent d’autres postes hors de leur charge élective, la conciliation travail-famille semble devenir encore plus difficile. Pour Sabrina Roy, les efforts personnels ne suffiront plus, elle qui manquera une importante réunion bientôt : « Cette semaine [...], on a une rencontre prébudgétaire... un samedi matin ! Aucune de mes gardiennes n’était disponible [...] j’ai épuisé



PHOTO : MARIANNICK MERCURE

Malgré les nombreux défis auxquels elle a dû faire face, Sabrina Roy n’a pas voulu choisir entre son désir de faire de la politique et celui d’avoir des enfants. Bien qu’il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour les conseils municipaux qui visent la parité, son parcours personnel représente une petite victoire en soi.

sé toutes mes ressources. Je vais la manquer. »

PARCE QU’ON EST EN 2022

Plusieurs pistes de solutions facilement applicables sont à la portée des villes qui désirent améliorer la représentation des jeunes et des femmes aux postes électifs. À Trois-Rivières, on pourrait par exemple mettre des ressources humaines de la municipalité à disposition des élus(-es) nouvellement parents afin de les aider à assurer leurs suivis, de manière non parti-

sane. Une halte-garderie sur demande pourrait aussi être mise sur pied les soirs de conseil ou lors de consultations, ce qui permettrait d’aider à la fois les élus(-es), les fonctionnaires et les citoyens(-nes). Le maintien du mode de travail hybride, permettant une présence virtuelle lors de réunions en présentiel, constitue aussi une solution intéressante pour les jeunes mères politiciennes qui, comme Sabrina Roy, appréhendent actuellement le retour à la normale postpandémique. 📺

POUR VIVRE COMME DU MONDE

Journée internationale des travailleuses et des travailleurs

CSO CSN CSQ FFG APTS FAE FIQ SFOQ LCTI TROVEP UQ UNION DNS

Le Syndicat des
professeures et des
professeurs du Cégep
de Trois-Rivières
tient à souligner
l’apport inestimable
des travailleuses
et des travailleurs
à notre société.

Syndicat des professeures
et professeurs du Cégep
de Trois-Rivières

POULES PONDEUSES ET AUTRES VOLAILLES

Un retour à l'élevage urbain?

L'époque où la Société protectrice des animaux de la Mauricie (SPAM) saisissait des poules dans des propriétés privées semble bien révolue. La Ville de Trois-Rivières s'est plutôt adaptée aux pratiques de sa population, dont une proportion croissante souhaite un retour à l'élevage de petits animaux « productifs » en milieu urbain.

MARIANNICK MERCURE

Ces animaux qui fournissent des aliments sont encore bien présents dans les villes des pays moins développés et, jusqu'à récemment, ils l'étaient aussi chez nous.

Toutefois, au courant du siècle dernier, l'agriculture urbaine vivrière a été progressivement éclipsée au profit du modèle agroalimentaire industriel. Cette production agricole est essentiellement destinée à l'exportation, conséquence de l'instauration de nouveaux modes de transport et de procédés permettant le maintien de la chaîne de froid.

UN PROJET PILOTE DE POULES PONDEUSES URBAINES

Au cours des dernières décennies, le désir de la population urbaine de se reconnecter à son alimentation a émergé un peu partout en Occident. Trois-Rivières n'a pas échappé à cette tendance puisqu'un débat public sur la garde de poules pondeuses en ville s'est tenu au cours de la décennie 2010. La SPAM, qui était allée jusqu'à saisir les poules d'un citoyen après qu'il s'était affiché publiquement en 2016, émettait alors de sérieuses réserves sur cette demande citoyenne, soulevant notamment les risques de négligence et d'abandon d'animaux.

Depuis, les choses ont évolué, à tel point que la Ville lançait en 2021 un projet pilote visant les poules pondeuses, dont le premier bilan est très positif, selon René Martin, conseiller municipal et administrateur à la SPAM. Les craintes de négligence et d'abandon ne se sont pas concrétisées et l'organisme parle désormais de pérenniser le projet : « Nous avons voulu prendre le temps de bien faire les choses et nous pourrons bientôt sortir du projet pilote pour allouer autant de permis que ce que la population demande », précise M. Martin.

DES ÉLEVAGES ILLÉGAUX QUI PERSISTENT

Le projet ne concerne toutefois que des poules pondeuses dans les cours arrière de résidences unifamiliales ou jumelées. Il ne répond donc pas à tous les types d'élevage actuellement pratiqués sur le territoire de Trois-Rivières.

Par exemple, au centre-ville, il existe des élevages de poulets de grain. David* et les locataires de son immeuble à logements ont d'abord été très discrets avec leurs poulettes, pour éviter les plaintes du voisinage. C'est par hasard que David a constaté, il y a quelques années, que la pratique était en fait plus répandue qu'il le croyait dans son quartier : « En jetant un œil par-dessus la clôture, j'ai

réalisé que ma voisine avait elle aussi des poules pondeuses. Une année, tout comme nous, elle a aussi élevé du poulet pour la chair. »

De fait, l'élevage d'espèces destinées à la consommation n'est pas aussi rare qu'on peut le penser à Trois-Rivières. Dans un quartier cosu en périphérie de la ville, la famille de Daniel* poursuit avec discrétion un petit élevage de cailles, qui produit des œufs et de la viande sans que les voisins ne s'en soucient.

POUR DES VILLES RÉSILIENTES FACE À UN FUTUR INCERTAIN

Si des questions légitimes sur le bien-être animal et l'hygiène peuvent se poser – tout comme elles le devraient à propos de l'élevage industriel –, un retour à l'élevage urbain de petits animaux peut certainement répondre à différentes problématiques modernes. Compte tenu de l'urbanisation croissante de l'humanité, et des crises économiques et alimentaires anticipées à cause de l'intensification des changements climatiques, il semble nécessaire de poursuivre la réflexion au-delà des poules pondeuses. 

**Nom fictif*



PHOTO : DIANE VERMETTE

L'élevage de petits animaux productifs fait bel et bien partie de l'histoire de notre ville. Sur la photo, qui date du milieu des années 1950, le jeune André Vermette tient fièrement une poulette destinée à la consommation. La famille Vermette était établie au coin des rues Plouffe et Lavérendrye, au cœur de Trois-Rivières.

ENVIRONNEMENT

ACCÈS À L'INFORMATION

Il manque une pièce essentielle à la Loi sur la qualité de l'environnement

Cinq ans après la réforme de la Loi sur la qualité de l'environnement, l'article 118.5, qui prévoit la création d'un registre public pour faciliter l'accès à l'information relative aux autorisations environnementales n'est toujours pas en vigueur.

STÉPHANIE DUFRESNE

Si un projet qui touche directement votre environnement immédiat et votre qualité de vie se préparait près de chez vous, le sauriez-vous à temps pour pouvoir faire part de vos préoccupations au promoteur et aux gouvernements avant l'octroi des autorisations ?

Dans le dossier de la triple porcherie de Saint-Adelphe, les citoyen(ne)s et leur voisinage ont appris l'existence du projet en septembre 2021 lorsqu'ils ont reçu une invitation à une séance d'infor-

mation municipale. À cette occasion, le promoteur a présenté son projet devant une salle abasourdie de réaliser que ce dernier avait déjà en main, depuis plusieurs mois, toutes les autorisations environnementales pour aller de l'avant.

Sans être ébruitée, la demande d'autorisation avait été soumise au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 18 mois plus tôt, en avril 2020. Mais cette démarche était passée inaperçue.

UN REGISTRE QUI SE FAIT ATTENDRE

« Il n'y a actuellement pas de mécanisme qui permet aux municipalités et aux citoyen(ne)s d'avoir connaissance d'un projet dès qu'une demande est déposée auprès du ministère de l'Environnement », explique Anne-Sophie Doré, avocate au Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE).

Madame Doré précise qu'il est possible de voir une liste des autorisations en cherchant sur le site Internet du ministère. Toutefois, afin d'obtenir des renseignements plus détaillés sur ces dernières, il faut passer par le processus de demande d'accès à l'information.

Or, l'un des objectifs de la réforme de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) en 2017 était d'améliorer l'accès à l'information pour le public, souligne

le CQDE. Un mécanisme permettant la divulgation des documents relatifs aux autorisations par le biais d'un registre public sur le site Internet du ministère est même prévu à l'article 118.5. Paradoxalement, il s'agit du seul article de la LQE qui n'est pas encore entré en vigueur, et ce, cinq ans après la réforme de la loi.

S'il était mis en application, la population aurait accès à l'ensemble des documents et renseignements (description de l'activité, description et source des contaminants, autorisation ministérielle) sur le site Internet du ministère.

LE DÉFI DE SAVOIR CE QUI SE PASSE

Le processus de demande d'accès à l'information est relativement complexe : il faut écrire une lettre au ministère et demander des documents précis dont les citoyen(ne)s ne connaissent parfois pas l'existence. Cette démarche rend ardu et opaque l'accès à l'information sur les autorisations environnementales.

Dans la région, des participants à la consultation sur le drainage de milieux humides en vue d'un développement industriel au Carrefour 40-55 à Trois-Rivières ont déploré le manque de transparence dans l'accès aux documents. « Il est aberrant que, comme citoyen, on doive avoir recours à la Loi d'accès à l'information pour demander à voir des cer-

tificats d'autorisation exigés par la Ville et émis par notre gouvernement », a déclaré le citoyen Philippe Duhamel. « On doit avoir toute l'information pour pouvoir jouer notre rôle de chien de garde de notre ville et du bien commun. »

Par ailleurs, ces citoyens ont dû déboursier 100 \$ de frais administratifs pour obtenir l'information par la Ville. Ces frais auraient été évités si les documents étaient disponibles sur un registre public en ligne.

« La crise liée à la COVID-19 démontre l'importance, pour assurer l'adhésion de tous les secteurs de la société, que la population puisse avoir un accès à de l'information de qualité qui lui permette de se sentir impliquée et d'agir activement pour protéger sa santé et son environnement », écrit le CQDE dans une lettre adressée au premier ministre. Le registre public prévu à l'article 118.5 « permettrait à tous les acteurs d'avoir l'information sur ce qui se déroule ou ce qui est projeté sur le territoire. C'est également une pièce essentielle de la loi », fait valoir Anne-Sophie Doré.

À l'ère des changements climatiques et de l'effondrement de la biodiversité, faudra-t-il que la population mène un autre combat social pour obtenir un accès transparent à l'information en matière d'environnement?



CRÉDIT : UNSPLASH

Il n'y a actuellement pas de mécanisme qui permet aux citoyen(ne)s d'avoir connaissance d'un projet dès qu'une demande est déposée auprès du ministère de l'Environnement.

Combien vaut un milieu humide?

Des données sur la valeur des biens et services écosystémiques (BSE) liés aux milieux naturels du territoire pourraient aider les élu(e)s de Trois-Rivières à prendre des décisions mieux éclairées sur les orientations de développement de la Ville.



STÉPHANIE DUFRESNE

Le conseil municipal, qui sera bientôt invité à se prononcer sur le projet de développement industriel au carrefour des autoroutes 40 et 55, le fera à la lumière des informations dont il dispose. Or, si les retombées économiques attendues de ce développement ont été chiffrées, la valeur des services apportés à la population par les milieux humides n'a pas fait l'objet d'une telle évaluation économique.

LES BIENS ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Il existe une science qui permet d'attribuer une valeur monétaire aux milieux naturels, sur la base des bénéfices qu'ils apportent aux populations humaines. Ces avantages, nommés biens et services écosystémiques (BSE), correspondent aux fonctions qu'assument ces milieux et dont les humains bénéficient.

Les milieux humides participent notamment à la régulation du climat en captant les gaz à effet de serre par le processus de photosynthèse des plantes. De plus, ils préviennent l'érosion et filtrent les polluants, atténuent l'effet des inondations et maintiennent des habitats pour la biodiversité. Ces services ont une valeur pour la communauté, qu'il est possible de chiffrer financièrement.

À titre d'exemple, une récente étude réalisée par la firme Habitat, pour le compte de l'organisme Abrinord, a calculé que les bénéfices offerts à la population par les milieux naturels du bassin versant de la rivière du Nord valent 522,7 millions de dollars par année.

L'étude démontre également que les milieux naturels des Laurentides constituent un stock de carbone de 35 millions de tonnes, ce qui représente l'équivalent des émissions de 40 millions de voitures pendant un an. Cette quantité de carbone vaudrait 6,7 milliards de dollars sur le marché.

Une autre étude, détaillée dans l'ouvrage *Nature et économie*, estime que la valeur des services écosystémiques fournis par les milieux humides du bassin versant de la rivière Bécancour totalise entre 3 143 \$ et 10 049 \$ par hectare annuellement. Des résultats similaires ont été obtenus pour le bassin versant de la rivière Yamaska.

PARLER LE MÊME LANGAGE

« Les gens connaissent souvent mal la valeur des milieux humides, qu'ils considèrent simplement comme une terre mal drainée sur laquelle on ne peut pas construire », constate Mélanie Lauzon, coordonnatrice Projets et communications chez Abrinord.

Cet organisme cherchait à développer un argumentaire robuste pour convaincre et sensibiliser les acteurs économiques et politiques de l'importance de conserver ou de restaurer le patrimoine naturel.

« Qu'est-ce que ces milieux apportent à la société ? Quels services rendent-ils ? En chiffrant ces services, nos arguments ont maintenant plus de poids, puisqu'on parle désormais le même langage que les promoteurs et les élus municipaux », explique Mélanie Lauzon.

AUCUNE DONNÉE À TROIS-RIVIÈRES

Le projet présenté par la Ville de Trois-Rivières lors de la séance d'information du 30 mars dernier détruirait 15 hectares de milieux humides. Le drainage de 12 hectares limitrophes de cette aire

modifierait par ailleurs les caractéristiques « humides » des lieux. Si le projet allait de l'avant, c'est donc 27 hectares de terres humides au total qui seraient touchés.

La Ville évalue que la destruction de 2,1 hectares de tourbières empêcherait la captation de 0,42 tonne « d'équivalents CO₂ » par année. Elle n'a toutefois pas présenté de données sur la captation à soustraire pour les 25 autres hectares du projet.

Mis à part la captation du carbone, l'étude réalisée dans les Laurentides montre qu'il serait possible d'évaluer la valeur monétaire d'au moins sept autres services écosystémiques, soit :

1. L'approvisionnement en eau
2. Le stockage du carbone
3. Le contrôle de l'érosion
4. Le contrôle de l'azote
5. Le contrôle du phosphore
6. La valeur d'habitat pour la biodiversité
7. L'esthétisme des paysages

UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION

Les résultats de l'étude commandée par Abrinord serviront notamment d'outils d'aide à la décision. « L'exercice [de calcul des BSE] nous permet d'appuyer les villes et les MRC dans leurs décisions d'aménagement du territoire », précise Mélanie Lauzon. Il s'agit également d'un outil de sensibilisation auprès des promoteurs et des industries.

En établissant sa politique environnementale, Trois-Rivières s'est engagée à protéger et à gérer de façon durable les milieux humides et hydriques. Lorsqu'ils sont détruits, « les fonctions hydrologiques normalement remplies par ces milieux naturels doivent être remplacées par des ouvrages de gestion de l'eau tels que des bassins de rétention, des fossés et des canalisations ». Ceux-ci sont « sont coûteux à

construire et à entretenir », peut-on lire dans le document de la Ville.

La politique environnementale indique que la Ville veut « former les autorités et informer la population quant aux services écologiques rendus par les milieux humides et hydriques. » Elle prévoit par ailleurs leur intégration dans le système de gestion d'actifs de la Ville, à titre d'actifs naturels. « Les milieux humides et hydriques seront les premiers milieux naturels à être intégrés à cette vaste base de données qui recense l'état des actifs dans le temps, en ciblant des objectifs de vétusté et les coûts d'entretien qui y sont associés », explique Guillaume Cholette-Janson, porte-parole de la Ville. En collaboration avec plusieurs organismes de la région, la Ville travaille actuellement à la rédaction du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) qui doit être déposé au Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en juin 2022. « Les données du PRMHH seront ensuite intégrées au système de gestion des actifs » précise M. Cholette-Janson.

« Les conseils municipaux prennent encore la majorité de leurs décisions sur des bases économiques », souligne Mélanie Lauzon. En est-il ainsi à Trois-Rivières ? Les données du PRMHH seront-elles chiffrées ? En quel sens évoluera la décision du conseil quant au parc industriel 40/55 ? Cela reste à voir, mais chose certaine, à l'instar de la démarche qui a été effectuée dans les Laurentides, l'introduction d'un calcul des biens et services écosystémiques à l'intérieur de ces objectifs politiques municipaux pourrait assurément aider la prise de décision des élu(e)s trifluvien(e)s. 📄

L'introduction d'un calcul des biens et services écosystémiques à l'intérieur de des objectifs politiques municipaux pourrait assurément aider la prise de décision du conseil municipal de Trois-Rivières.

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

**DESTRUCTION
DE DOCUMENTS
CONFIDENTIELS.
SERVICE AU COMPTOIR
DISPONIBLE.
INFORMEZ-VOUS!**

**GROUPE
rcm**
COLLECTE, TRI
ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

René Villemure
Député de Trois-Rivières

**Pour nous
joindre**

819 371-5901

rene.villemure@parl.gc.ca

**PLUS
QUÉBEC**

CECI
**3-245 rue St-Georges
Trois-Rivières, QC G9A 2K1**
*Aucun timbre requis

Les microagressions, une forme de violence banalisée?

Utilisé pour la première fois dans les années 1970 par le psychiatre Dr Pierce, le terme « microagression » désigne toute parole ou tout geste qui seraient vécus négativement par les membres d'un groupe marginalisé. Cette forme subtile de violence n'est pas réservée aux personnes issues de la communauté LGBTQ+ puisqu'elle peut aussi affecter les personnes de couleur ainsi que tout individu faisant partie d'un groupe qui vit des expériences de discrimination ou d'exclusion. Ces microagressions seraient souvent banalisées, voire acceptées socialement. En effet, il s'agirait fréquemment de commentaires dits à la blague ou de remarques intrusives. Or, les conséquences des microagressions seraient tout sauf banales.



LAURA LAFRANCE

LA PERPÉTUATION DES PRÉJUGÉS

Selon Torino et al. (2018), les microagressions peuvent prendre trois formes différentes. D'abord, il y aurait les microassauts, soit une attaque directe et intentionnelle qui vise à parer des sentiments discriminatoires. Par exemple, interpeller un homme homosexuel en le traitant de « tapette » ou de « fif » ou refuser d'utiliser les pronoms choisis par une personne transgenre constituent des microassauts. Ensuite, il y aurait les micro-insultes,

soit des commentaires ou des gestes qui sont insensibles à la réalité des personnes LGBTQ+. Notamment, présumer qu'une personne transgenre a reçu une chirurgie d'affirmation de genre est une micro-insulte. Puis, il y aurait également les micro-invalidations, soit des commentaires ou des gestes qui rejettent systématiquement les expériences vécues des membres d'un groupe. Il pourrait s'agir, entre autres, de questionner la légitimité de la bisexualité d'une personne puisque celle-ci a déjà été dans une relation hétérosexuelle.

Pour Munro et al. (2019), les microagressions permettraient de faire perdurer la marginalisation sociale des individus issus de la communauté LGBTQ+ en plus d'ébranler le sentiment de

confiance et de sécurité de ceux-ci. C'est pour cette raison que Munro et ses collègues suggèrent d'ouvrir le dialogue à cet effet afin d'identifier les comportements et paroles qui, malgré leur apparence banale, peuvent être porteurs d'une certaine violence pour les personnes marginalisées.

DES PERSONNES DE LA COMMUNAUTÉ SE CONFIENT

Amy Gervais est mère d'un bébé, étudiante en enseignement à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et bisexuelle. Elle mentionne que les gens établissent parfois un lien entre la bisexualité et le fait d'être « mêlé, confus ». Sinon, en raison de son apparence féminine, Amy Gervais explique qu'elle se fait répondre, à l'occasion, qu'elle « n'a

pas l'air gay ». De façon similaire, Anne Dumberry, présidente du Comité Diversité de l'UQTR, note qu'assumer la sexualité ou l'identité de genre d'autrui est une pratique fréquente. Elle affirme qu'elle connaît de nombreuses personnes transgenres et non-binaires qui continuent de se faire appeler par leur morinom (« deadname ») et par leurs anciens pronoms.

Noémie Turgeon, étudiant(e) à l'UQTR, est dans une relation queer depuis maintenant quelques années. Iel avoue s'être souvent fait demander : « c'est qui le gars et la fille dans le couple? » Noémie avance que « lorsqu'il y a une personne plus masculine [dans le couple], j'ai l'impression que les gens tiennent pour acquis justement qu'il y a une personne qui va faire le gars, une personne qui va faire la fille. » Iel continue en mentionnant qu'il n'est pas rare qu'iel se fasse répondre des blagues extrêmement sexuelles en annonçant sa relation avec une femme. « C'est toujours très très sexualisé et c'est toujours [la sexualité] qui revient en premier. Je me suis souvent fait demander qui portait le strap-on. » Outre cela, Noémie souligne que les hommes sexualisent, voire fétichisent, sa relation avec sa copine. Iel explique que ceux-ci semblent parfois excités lorsqu'ils apprennent qu'iel est en couple avec une femme.

METTRE FIN À LA VIOLENCE

Ces microagressions sont toutes des formes banalisées de violence qui légitiment la discrimination des personnes LGBTQ+. Même s'il n'existe pas de statistiques pour brosser un portrait juste de la situation québécoise, il semble certain que la communauté LGBTQ+ d'ici se porterait mieux sans ces dernières.

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com



PHOTO : CHRISTIAN STERK UNSPLASH

LE TROU DU DIABLE
C'EST 15 ANS
D'ENGAGEMENT
SOCIAL, SPORTIF,
COMMUNAUTAIRE
ET CULTUREL.



LA FONDATION ÉMERGENCE

Un travail essentiel pour allonger la vie des personnes LGBTQ+

« Chaque seconde, l’intolérance écourte des vies. » Telle est la thématique choisie par la Fondation Émergence, instigatrice du 17 mai comme Journée internationale contre l’homophobie et la transphobie. Son équipe tente chaque année de frapper l’imaginaire de la population dans un but de sensibilisation et d’appel à l’action. Patrick Desmarais, président de cette fondation, s’est entretenu avec nous.

MAGALI BOISVERT

« Cette année, dit-il, nous avons un objet symbolique qui va montrer d’une certaine façon que les personnes LGBTQ+ perdent du temps précieux de leur vie parce qu’ils et elles ont vécu ces violences-là. C’est une montre qui compte 54 secondes plutôt que 60. Ces six secondes en moins représentent six types de violence que subissent les personnes dans la communauté LGBTQ+ : de la violence physique, psychologique, sexuelle, économique, institutionnelle et, malheureusement, médicale. »

DES VIOLENCES PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES

Deux des six types de violence évoqués sont les violences physique et psychologique.

Si l’on peut croire que les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre sont désormais épargnées par la violence physique au Canada, ce n’est pas le cas ; en 2021, 39 % des personnes LGBTQ+ canadiennes ont rapporté avoir été victimes de violence physique en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité ou de l’expression de leur genre.

Quant à la violence psychologique, Patrick Desmarais évoque le suicide récent d’un enfant non binaire de Gatineau, Alex, à la suite d’intimidation à

son endroit en raison de ses questionnements sur son identité et son orientation sexuelle. Un événement pour le moins tragique : Alex avait dix ans. « Ce qu’il est important de voir, c’est qu’il y a une détresse psychologique, une violence psychologique qui se vit », plaide M. Desmarais.

DES VIOLENCES SEXUELLES ET ÉCONOMIQUES

Dans l’ère #MeToo, dénoncer les agressions sexuelles apparaît comme une évidence, mais on ignore peut-être que, comme le mentionne le président de la Fondation Émergence, « les personnes LGBTQ+ sont trois fois plus à risque de subir une agression sexuelle ».

Patrick Desmarais évoque également de nombreux enjeux liés à la violence économique, notamment l’expulsion : « Durant la pandémie, il y a eu un retour des jeunes dans leurs familles, parce qu’ils et elles ne pouvaient plus travailler. Et il y a eu beaucoup de personnes LGBTQ+ dont la famille, finalement, ne voulait plus d’elles. Que ce soit au Québec ou ailleurs, il y a eu un débordement de personnes qui n’avaient plus de place dans leur famille parce qu’elles étaient LGBTQ+ », souligne M. Desmarais. Une étude effectuée en 2021 conclut d’ailleurs que, depuis le début de la pandémie, le taux d’itinérance des jeunes LGBTQ+ à Toronto a presque triplé.

DES VIOLENCES INSTITUTIONNELLES ET MÉDICALES

La violence institutionnelle sévit également partout dans le monde envers les personnes issues de cette communauté : « Il y a 11 pays qui exécutent encore des personnes LGBTQ+ juste parce qu’elles sont LGBTQ+. Il y en a 66 qui pénalisent l’homosexualité à différents niveaux. »

Enfin, la Fondation Émergence dénonce les violences médicales, particulièrement envers les personnes trans et intersexes. Nombre de personnes intersexes mineures ont vécu plusieurs opérations sans leur consentement afin de « soi-disant, laisser exprimer un genre plutôt qu’un autre sur un corps », avance Patrick Desmarais. « Il y a des personnes trans qui ont des enjeux de santé et évitent d’aller dans des centres médicaux pour éviter des mauvais traitements ou de la discrimination », ajoute le président de la Fondation.

L’IMPORTANCE DES ALLIÉS(-ES)

Afin de contrer la discrimination et l’isolement, particulièrement en temps de crise sanitaire, le soutien des alliés(-es) est vital. « On travaille beaucoup avec l’aspect que les alliés et alliées, c’est bien important. C’est un bouclier contre l’intolérance », affirme Patrick Desmarais.

Et les chiffres ne mentent pas. Par exemple, on rapporte que « le taux d’idéa-



tions suicidaires des jeunes trans diminue de 93 % lorsque ces jeunes vivent au sein d’une famille où le soutien parental est fort. »

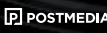
Pour sensibiliser la population mondiale à ces enjeux, la Fondation Émergence produit du contenu éducatif traduit en 20 langues, disponible sur son site Web. Le site Web de la Journée internationale contre l’homophobie et la transphobie offre également du matériel de sensibilisation.



Initiative de  fondation émergence

Présenté par  BANQUE NATIONALE

En collaboration avec  havas montréal  RODEOx  tok AGENCE DE COMMUNICATIONS  Hydro Québec  UBISOFT

Partenaires médias  LE CURIEUX  LA PRESSE  fugues  POSTMEDIA  PUBLICITÉ SAVOIRS

Partenaires communautaires  alliance arc-en-ciel  Egale  Le Fonds Rupture LGBT  EGIDES  Alliance pour la diversité sexuelle et de genre  BIERTÉ AFRIQUE  RÉSEAU DIGNITÉ CANADA



Chaque seconde, l’intolérance écourte des vies.

Parade de la fierté, Saint-Petersbourg, Russie, 2013.



Ralliez-vous à la cause
montre54secondes.com



Journée internationale contre l’homophobie et la transphobie

COMMUNAUTÉ LGBTQ+

La littérature comme outil de lutte

Bien que les livres mettant en scène des personnages issus de la communauté LGBTQ+ soient plus rares que ceux présentant des personnages hétéronormatifs, les dernières années auraient permis à de nouveaux talents de faire ressortir ces voix trop souvent oubliées. Samuel Champagne, auteur jeunesse et docteur en littérature, et Élise Rivard, écrivaine de la Mauricie, en font partie.

LAURA LAFRANCE

Dans *Québequer : le queer dans les productions littéraires, artistiques et médiatiques québécoises*, ouvrage de recherche publié à l'Université de Montréal, des chercheurs et des chercheuses se penchent sur la question du queer dans la littérature québécoise. « Lorsque les personnes queer ouvrent leurs blessures et nous les montrent, en font récit, ce n'est pas pour faire spectacle [...] Il s'agit plutôt de révéler la violence du monde et, par là, de s'émanciper de l'imaginaire hétéropatriarcal qui nous imprègne toustes. »

TRANSFORMER LE PARADIGME LITTÉRAIRE

Ayant effectué ses études doctorales à l'Université du Québec à Trois-Rivières et ayant publié plus d'une dizaine de romans pour les adolescents et adolescentes aux Éditions de Mortagne, Samuel Champagne a produit les premiers romans de fiction destinés à la jeunesse qui portent sur la transidentité. Lui-même transgenre et homosexuel, il écrit pour les plus jeunes d'abord parce que ceux-ci et celles-ci sont en mesure de comprendre ces sujets dits matures et ensuite parce qu'il y avait un manque criant de livres sur ces enjeux. « J'ai l'impression que la littérature ne leur fait pas confiance pour avoir la capacité de comprendre, d'avoir de l'empathie pour les choses qui sont un peu plus dures », dit-il.

Pour lui, il était nécessaire de donner de l'espace à des personnages qui vivaient des réalités un peu différentes de celles présentées à la télévision ou dans la plupart des romans pour jeunes. « Je n'avais pas imaginé à quel point les récits pouvaient avoir un gros rayonnement autour du lecteur. Je n'avais pas réalisé à quel point ça pouvait avoir un impact sur [l'entourage]. » Il avoue avoir reçu plusieurs témoignages de lecteurs et de lectrices qui lui ont confié que ses romans, particulièrement ceux portant sur la transidentité, leur avaient sauvé la vie puisqu'ils et elles ne pensaient pas qu'il était possible de transitionner et de mener une vie positive. L'auteur avance que l'expérience de lecture, étant « un endroit sécuritaire », est une façon idéale pour les adolescents et adolescentes de



Élise Rivard écrivaine de la Mauricie. Samuel Champagne, auteur jeunesse.

découvrir les possibilités qui s'offrent à eux et à elles sans avoir à craindre diverses représailles.

DÉFAIRE LES PRÉJUGÉS, UN MOT À LA FOIS

Élise Rivard, originaire de Trois-Rivières, a publié en 2018 son premier roman jeunesse, intitulé *L'arrivée inopinée de la patate poilue*. Depuis maintenant plusieurs mois, elle travaille sur un roman pour les adolescents et adolescentes qui traite de l'asexualité, soit l'une des identités cachées derrière le « + » de l'acronyme LGBTQ+. L'écrivaine explique qu'elle ne trouvait pas de

livres qui portaient sur cette orientation sexuelle peu discutée, qui inclut tous les individus qui ne ressentent pas de désir sexuel. « Ce qui ressortait beaucoup, dans mes discussions avec les jeunes, c'est l'absence de modèles auxquels ils pouvaient s'identifier », raconte la Trifluvienne. En effet, afin de brosser un portrait juste et réaliste de la situation, Élise Rivard a eu plusieurs rencontres avec une sexologue ainsi qu'avec le groupe LGBT du cégep de Trois-Rivières, où elle a pu s'entretenir du sujet avec quelques étudiants et étudiantes qui se reconnaissaient dans le spectre de l'asexualité.

« On me disait beaucoup « on se sent invisible », précise-t-elle. « Ce n'est pas parce que tu es plus minoritaire dans ton orientation sexuelle que tu n'as pas le droit d'exister, d'avoir un nom, d'être vu, d'avoir une place. » Avec son roman, Élise Rivard désire mettre de l'avant des personnages qui ont des vies épanouies et qui montrent bien qu'il n'y a pas qu'une seule façon de vivre l'asexualité. »

SOURCES DISPONIBLES au gazetteauricie.com



ENSEMBLE

CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

ENSEMBLE.GRISMCDQ.ORG

UN ÉVÉNEMENT DU



GRIS

Mauricie
Centre-du-Québec

8 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

COMMUNAUTÉ LGBTQ+

Les bonnes pratiques des alliés et alliées

La plupart des Québécois et Québécoises connaissent au moins une personne faisant partie de la communauté LGBTQ+. Or, il peut parfois être difficile, avec un paysage social qui évolue rapidement, de soutenir ces personnes de la façon la plus bienveillante possible.

MAGALI BOISVERT

Sarah Lemay, intervenante au service d'écoute et de soutien du Groupe régional d'intervention sociale (GRIS) Mauricie et Centre-du-Québec et Étienne Lebrun, animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire dans les écoles secondaires l'Escale de Louiseville et le Tremplin de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, partagent leur perspective sur ce qu'est un bon allié ou une bonne alliée.

« AVEC MOI, TU N'AS PAS À TE BATTRE »

Sarah Lemay et Étienne Lebrun s'identifient tous deux comme allié et alliée. L'intervenante au GRIS a discuté avec de nombreuses personnes de cette communauté et elle en retient plusieurs attitudes à adopter : « Je pense que c'est d'être sensible et de ne rien prendre pour acquis. Il ne faut pas se gêner non plus pour questionner la personne. »

Du côté d'Étienne Lebrun, ce n'est que récemment qu'il a appris le terme « allié » : « Pour moi un allié, c'est juste de dire, d'accord, je suis peut-être du côté le plus majoritaire, mais ça ne m'empêche pas d'être sensible et de vouloir en apprendre plus, de vouloir aller à la rencontre de l'autre, et aussi de dire à l'autre : "Avec moi, t'as pas à te battre pour avoir ta place. Peu importe comment tu te sens,

je te prends comme tu es." Être un allié, pour moi, c'est aussi d'être un agent multiplicateur auprès de mon entourage. »

LE PRIVILÈGE, CETTE LONGUEUR D'AVANCE

Ce « côté plus majoritaire », c'est cette fameuse notion de privilège, que tous deux estiment essentiel de reconnaître. Étienne Lebrun confie vivre de la culpabilité par rapport au privilège qu'il détient en tant qu'« homme blanc hétéro trentenaire » : « Oui, c'est vrai, c'est un privilège que j'ai, que je n'ai pas choisi parce que je suis né avec, mais au même titre que les personnes qui sont nées noires, qui sont nées autochtones, gaies, lesbiennes, bisexuelles, qui sont nées trans... Mais c'est de transformer cette culpabilité-là en action en se disant : ma culpabilité, elle n'apportera rien à la communauté. »

Sarah Lemay abonde dans le même sens, en expliquant que « quand on a une voix, quand on est dans une situation de privilège, c'est important de l'utiliser pour parler avec les autres et justement, parfois, le message passe mieux quand c'est fait par une personne alliée ou une personne de notre entourage ».

LES BONNES PRATIQUES

Plusieurs réflexes peuvent être adoptés afin de bien soutenir les personnes de la communauté LGBTQ+. D'abord, « croire la personne », dit Sarah Lemay, « même si on ne comprend pas sa réalité, même

s'il y a des choses qui nous échappent, et c'est normal, parce qu'on n'a pas le bagage de la personne ». On conseille également de « lui demander ses besoins, de donner un espace pour que la personne puisse explorer son orientation sexuelle ou son identité de genre ».

Étienne Lebrun a, quant à lui, initié des changements dans les deux écoles secondaires où il travaille, en créant des comités LGBTQ+ pour instaurer un espace sécuritaire pour les jeunes, et en planifiant une formation sur les orientations sexuelles et identités de genre pour le personnel enseignant. Il rapporte également qu'il a appris en tant qu'allié à « croire la personne qui nous parle et d'accepter que c'est sa réalité d'aujourd'hui et que ça peut évoluer », puisque la sexualité et le genre peuvent être fluides, et leur conception aussi, peu importe l'âge.

L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION

Sarah Lemay conseille aux alliés et alliées de s'informer sur les termes actuels de la communauté LGBTQ+ : « Il y a des nouveaux termes. Les réalités ont toujours existé mais maintenant on met des mots dessus. » L'intervenante recommande également d'en lire plus sur l'histoire de cette communauté. Plusieurs organismes tels que le GRIS et TRANS Mauricie et Centre-du-Québec offrent sur leurs plateformes de nombreuses ressources afin de s'informer, et pourquoi pas, d'y faire du bénévolat !



PHOTO : ÉTIENNE BOISVERT

Sarah Lemay, intervenante aux services d'écoute et de soutien au GRIS.



PHOTO : LUMO PHOTO

L'animateur à la vie spirituelle et communautaire Étienne Lebrun.



TRANS-Mauricie/Centre-du-Québec

Accueil et soutien des personnes trans, des personnes en questionnement sur leur identité de genre et de leurs proches

Informez-vous sur nos formations et nos ateliers de démystification dans les écoles et les milieux

L'égalité des genres, notre raison d'être

AUTRES SERVICES :

- Références vers les spécialistes de la santé trans
- Space save Le café-salon le Phénix Drummondville
- Boutique accessoires à la transition
- Service d'un infirmier pour l'enseignement et l'injection sécuritaire des hormones

COORDONNÉES DE NOS BUREAUX

Centre-du-Québec 133 rue des Forges Drummondville J2B 6K1 873-886-9981 poste 1 Intervenante : Valérie Bélisle	Trois-Rivières 1060 St-François-Xavier, bur 350 Trois-Rivières G9A 1R8 819-313-7787 Intervenant : Jean-François D.-Gonthier
---	---



www.transmcdq.com  transmcdq  /trans_mcdq



LES GRANDS ENJEUX

Agir, c'est comprendre notre monde!

Investir dans la guerre ou dans la paix?



La paix, c'est un petit mot composé d'une seule et unique syllabe et facile à prononcer, mais qui pose pourtant de réels défis aux humains. « Être en paix », « avoir la paix », « faire la paix », les nombreuses expressions qui l'utilisent nous font comprendre à quel point ce mot est polysémique. Mais, à quoi la paix fait-elle référence ?

Il existe plusieurs façons de définir la paix. D'abord, l'état de calme et d'harmonie que l'on peut ressentir à l'intérieur de soi s'avère certainement un aspect important de la paix. Ensuite, la paix est aussi reliée aux rapports que nous entretenons avec les autres. Enfin, à plus grande échelle, la paix s'applique également à la relation que les nations tissent entre elles dans un cadre démocratique et de respect de la souveraineté nationale.

Que ce soit au niveau personnel, interpersonnel, local ou international, la paix reste fragile et nécessite des engagements continus et soutenus. Il faut la cultiver et en prendre soin. Elle est le résultat constant d'un projet et de choix à la fois personnels et collectifs.

« La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice. » - Baruch Spinoza (1632-1677, philosophe néerlandais).

Selon l'organisme Développement et Paix, « des niveaux d'aide publique au développement aussi bas sont peu judicieux d'un point de vue économique, mais également moralement défectueux, compte tenu de la pandémie actuelle et des crises interconnectées, notamment le changement climatique, les conflits, la fragilité et l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. »

Selon le rapport 2022 de l'organisme Positive peace, « construire la paix requiert d'investir simultanément dans le développement d'une série de mesures sociales, économiques et environnementales qui interagissent ensemble sur une longue période de temps. Tout cela ne se fait pas d'un simple coup de baguette magique. Toutefois, c'est possible et même nécessaire. Il suffit d'insuffler la volonté politique et d'y mettre les ressources financières et les énergies requises. »



Saviez-vous que les dépenses militaires mondiales, en 2020, s'élèvent à 1 830 milliards de dollars, dont 23,3 milliards ont été dépensés par le Canada? Et, si on rêvait ? Que se passerait-il dans le monde, si ce même chiffre était investi dans la paix ?

En contrepartie, en 2020, les contributions à l'aide publique au développement (APD) dans le monde n'ont représenté que 161 milliards. Au Canada, l'APD en 2020 a été de 6,3 milliards.

On sait pertinemment ce que signifie investir dans la guerre et on connaît trop bien ses ravages. Et la paix, elle ? Comment on investit dans la paix ?



Dépenses militaires mondiales
1 830 milliards \$



Dépenses militaires canadiennes
23,3 milliards \$

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Aide publique au développement (APD) dans le monde
161 milliards \$

Aide publique au développement (APD) au Canada
6,3 milliards \$

Des exemples d'investissements pour la paix



Eau

L'accès et le contrôle de l'eau potable sont sources de conflits. Selon l'ONU, les États doivent investir massivement dans les infrastructures pour l'accès à la ressource. En 2019, les besoins sont estimés à 114 milliards de dollars annuels, sans prendre en compte les coûts de fonctionnement et d'entretien. Ce montant équivaut à 6,23% du budget militaire mondial en 2020.



Éducation

Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, chaque enfant a droit à une éducation de base gratuite. Au cours des décennies, les investissements en éducation, particulièrement dans de nombreux pays en développement, se sont traduits par une augmentation impressionnante du nombre d'enfants scolarisés. Ceux-ci étant alors moins susceptibles de se laisser entraîner dans des conflits armés. Beaucoup reste à faire toutefois.



Lutte contre les changements climatiques

Les dérèglements du climat et l'augmentation globale des températures occasionnés par les activités humaines, dont la guerre, augmentent la pauvreté et les mécontentements sociaux qui engendrent les conflits armés.



Relations commerciales justes et respectueuses des peuples et des écosystèmes

L'exploitation effrénée et illimitée des ressources naturelles et des humains nuit à la construction de la paix. Développer des relations commerciales plus justes entre les nations est une exigence première pour assurer la sécurité mondiale.



Médias et information

La liberté d'expression et la libre circulation d'informations permettent d'éduquer les populations et de les informer sur leurs droits, les situations de dangers qu'elles encourent et les solutions possibles. Il importe d'investir dans les médias indépendants afin de fournir des informations de qualité et de promouvoir des débats nécessaires à la construction de sociétés libres et prospères.

ADOPTER des comportements pacifiques en cultivant des liens de bon voisinage, en pratiquant une communication non-violente et en cherchant à être plus en paix intérieurement.

S'ÉDUIQUER à la paix en consultant l'album thématique « Comprendre pour agir : Pour une culture de la paix » produit par le Réseau In-Terre-Actif : <https://bit.ly/37JbuVL>

SIGNER LA PÉTITION du Collectif Échec à la guerre sur le désarmement nucléaire : <https://bit.ly/39ppXG1>

ÉCHEC à la GUERRE



RÉCLAMER LA FIN IMMÉDIATE de tout transfert d'armes canadiennes vers l'Arabie saoudite en signant cette pétition du Collectif Échec à la guerre : <https://bit.ly/3LSQR0D>

REVENDIQUER que le gouvernement canadien arrête d'armer l'apartheid imposé par Israël aux Palestiniens en signant la pétition de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient : <https://bit.ly/3rXul64>

EXIGER que le Canada augmente substantiellement son aide au développement afin de passer de 0,31 % du revenu national brut en 2020 et tendre vers l'engagement de longue date de 0,7 %.

Au CS3R, agir, c'est revendiquer la paix et la justice dans le monde ! www.cs3r.org

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le Programme Transition Mobilité : initier les aîné(e)s aux transports actifs

L'organisme Roulons vert, dédié au développement des alternatives à l'auto solo pour des transports plus durables en Mauricie et au Centre-du-Québec, a récemment lancé le Programme Transition Mobilité, visant une clientèle de 50 ans et plus.

MAGALI BOISVERT
COLLABORATION SPÉCIALE ROULONS VERT

UN PROGRAMME EN TROIS VOLETS

Le PTM est un service gratuit qui répond à une réelle demande dans la région. Glaurie Boulay-Haineault, responsable de la mobilisation chez Roulons vert, explique que le Programme Transition Mobilité (PTM) a été élaboré «à la suite d'une recherche-action qui a été faite en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, plus précisément le Laboratoire en loisir et vie communautaire.»

Line Héroux, conseillère en mobilité des aîné(e)s, avance que «le Programme Transition Mobilité comporte trois volets : la marche, le transport collectif et le vélo», afin de promouvoir des transports actifs et écoresponsables auprès des personnes âgées.

«Ce qu'on propose, ce sont des plans de déplacements personnalisés, nous dit Line Héroux, c'est-à-dire que lorsque les gens nous parlent de leurs besoins, on part de l'endroit où ils demeurent et on identifie avec eux les endroits auxquels ils aimeraient aller. De là, on peut leur faire des parcours de marche sécuritaires et agréables, on peut aussi leur faire des parcours d'autobus. On leur propose même de les accompagner s'ils le veulent, les premières fois.»

C'est ainsi que se sont également mis en place des kiosques

pour essayer des vélos électriques dans différents endroits, comme des parcs, des centres commerciaux ou même des résidences de personnes âgées, lorsque les consignes sanitaires le permettent.

LES RETOMBÉES ESPÉRÉES DU PTM

«On essaie de changer des habitudes de vie. On essaie de semer des graines pour que les gens sachent que ça existe et qu'ils peuvent nous contacter au besoin», nous dit simplement Line Héroux. Aider les personnes à délaisser l'auto solo est l'un des buts principaux du Programme Transition Mobilité, particulièrement auprès de la clientèle de 50 ans et plus.

Il faut également rappeler que les transports actifs ont des bénéfices immenses sur la santé physique et mentale, sans oublier des avantages économiques et une plus grande autonomie. Un guide pratique a été lancé dans le cadre du PTM, dans lequel les déplacements durables et sécuritaires à Trois-Rivières sont vulgarisés pas à pas.

DE CHALEUREUX TÉMOIGNAGES

L'équipe de Roulons vert a recueilli plusieurs témoignages enthousiastes de leur clientèle, dont Line Héroux se rappelle : «Cet été, on a eu dans un parc un couple et une autre personne qui nous suivaient sur Facebook et ils ont vu qu'on était revenus au même parc et ils sont venus nous voir pour

nous montrer leurs achats de vélos électriques.»

L'équipe du Programme Transition Mobilité a fait essayer le vélo électrique à près de 300 aîné(e)s depuis la création du programme, dont des aînés

qui avaient le cœur jeune : «Il y avait même des gens de 80 ans qui venaient au kiosque, en vélo conventionnel, qui voulaient essayer des vélos électriques pour leurs "vieux jours"», raconte Mme Héroux. 

Pour profiter des services offerts par le Programme Transition Mobilité, il suffit de consulter le site web du PTM ou de Roulons vert, la page Facebook de Roulons vert ou de contacter directement Line Héroux au lheroux@roulonsvert.com.

MARCHE

Il est recommandé de marcher l'équivalent de 30 minutes par jour, à raison de 5 fois par semaine. Les marches peuvent être réparties sur plusieurs périodes en fonction de votre horaire et de votre condition (OPPQ, 2022).

Une marche soutenue «améliore la santé physique, le bien-être, la cognition, la mémoire, l'attention, la vigilance» (Bherer Louis, Site Radio-Canada ICI Abitibi-Témiscamingue, avril 2020).



KIOSQUES D'ESSAIS GRATUITS DE VÉLOS ÉLECTRIQUES À TROIS-RIVIÈRES 10 H À 16 H SELON LE CALENDRIER SUIVANT

9-10 juin	Parc Laviolette
15 juin	Parc de la Terre des Loisirs
16-17 juin	Parc Lambert
20 et 23 juin	Parc Pie-XII
27 et 30 juin	Parc Robert Bourassa
7 et 11 juillet	Boréal
8-9 juillet	Galeries du Cap (9 h 30 à 16 h 30)
15-16 juillet	Carrefour Trois-Rivières-Ouest (9 h 30 à 16 h 30)
29-30 juillet	Centre commercial Les Rivières (9 h 30 à 16 h 30)
12 août	Île St-Quentin
15 et 18 août	Parc Laviolette
19 et 22 août	Parc Lambert
25-26 août	Parc Robert Bourassa

***Voir calendrier complet et plus d'information à transitionmobilité.com ou [transitionmobilité](https://transitionmobilité.com)** 

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

En 2011, une personne sur cinq était âgée de 65 ans et plus à Trois-Rivières. En 2031, cette proportion s'élèvera à une personne sur trois (UQTR, Roulons Vert, Laboratoire en loisirs et vie communautaire, 2016).



Être actif socialement et participer à la vie citoyenne engendrent des bienfaits sur la santé physique, mentale et émotionnelle des personnes âgées en plus de contribuer à la vitalité des communautés (AQDR, 2017)

VÉLO

Le vélo est idéal à tout âge, même pour les aînés, parce qu'il n'impose pas de porter son propre poids. Il est moins exigeant pour les hanches, les genoux et les chevilles que la course, réduisant ainsi les microtraumatismes.

Chez les 55 ans et plus, le taux de cyclistes a presque doublé entre 1995 et 2020, passant de 23 % à 42 %. La hausse est encore plus remarquable dans le groupe des 65 à 74 ans, où le taux de cyclistes a triplé, passant de 12 % en 1995 à 34 % en 2020 (Vélo Québec, 2020).



TRANSPORT COLLECTIF

Le transport collectif permet aux personnes âgées d'accéder aux services de base et de visiter des proches. De ce fait, ce type de transport favorise leur participation sociale et augmente leur niveau d'autonomie (AQDR, 2017).

Le transport collectif favorise une diminution des coûts de déplacements. En 2020, le prix d'une passe mensuelle d'autobus (tarif aînés) de la STTR était de 56\$, soit 672\$/année. Au Québec, selon le CAA, le budget moyen alloué annuellement à une automobile était de 11 000 \$ (Protégez-vous, 2020).

Autonomie et écoresponsabilité des aînés avec Transition Mobilité

Afin que vieillir ne rime pas avec une perte d'indépendance dans les déplacements, le programme Transition Mobilité de Roulons Vert vise à proposer une alternative à l'auto-solo des personnes âgées de 50 ans et plus.

VIRGINIE LESSARD

COLLABORATION SPÉCIALE ROULONS VERT

La Gazette est allée à la rencontre de Madame Denise Laroche et Madame Denise Gariépy qui ont bénéficié de ce programme, afin qu'elles nous parlent de leur expérience.

Elles voulaient prendre l'autobus et se rendre par leurs propres moyens à leurs divers rendez-vous. «On veut rester autonomes, on ne veut pas toujours avoir à quêter nos proches pour nos déplacements ou devoir obligatoirement prendre le taxi!» explique Mme Laroche sur un ton décidé. Quoique les trajets et les cartes de la STTR sont bien orchestrés pour les personnes âgées, il peut être facile de s'y perdre. En effet, avant de se lancer dans les transports collectifs, elles avaient beaucoup d'interrogations. C'est là où le programme Transition Mobilité est venu tout changer en les accompagnant dans leurs démarches.

Line Héroux, conseillère en mobilité pour les aînés, a d'abord pris connaissance de leur état de santé, puis elle a identifié leurs besoins de déplacement. Cette approche vise à offrir aux personnes âgées des parcours agréables mais aussi le plus sécuritaire possible en tenant bien compte de leur condition. Par la suite, elle propose à Mmes Laroche et Gariépy divers trajets d'autobus personnalisés pour chacune des destinations convoitées. Lorsque les bénéficiaires ont mis leur plan en action pour la première fois, la conseillère de Roulons Vert les a même accompagnées pour les mettre en confiance.

Ces services sont offerts gratuitement à toutes les personnes de 50 ans et plus désirant se déplacer en autobus, en vélo électrique ou à la marche. De plus, si les dames désirent se rendre à une nouvelle destination, elles peuvent recontacter Mme Héroux qui se fera un plaisir de leur rédiger un nouveau plan de déplacement adapté.

Plus concrètement, les impacts de Transition Mobilité sont positifs à plusieurs niveaux. D'abord, le programme contribue à garder les aînés actifs et autonomes. «Maintenant que je prends souvent l'autobus, je suis beaucoup plus à l'aise avec les différents trajets de la STTR et je peux même conseiller des amis!» ajoute fièrement Mme Laroche. En second lieu, les moyens de transports proposés par Roulons Vert engendrent des émissions limitées de gaz à effet de serre et aident donc à réduire l'impact environnemental. Finalement, il sensibilise les personnes de l'âge d'or à l'importance de l'écoresponsabilité dans leurs déplacements. 

Vous connaissez quelqu'un de votre entourage qui gagnerait à utiliser les services du programme Transition Mobilité? Vous-même aimeriez en bénéficier? Visitez <https://transitionmobilité.com/>



Denise Laroche et Denise Gariépy ont bénéficié du programme Transition Mobilité



Fabriquer des discours « socialement acceptables »

Le concept de «fenêtre d’Overton» ou «fenêtre de discours» avancé par le politologue américain Joseph P. Overton décrit le phénomène par lequel la logique électorale pousse les politiciens à inscrire leur discours à l’intérieur du cadre (la fenêtre) de ce qui est acceptable socialement.



ALEX DORVAL

De cadre théorique, cette «acceptabilité sociale» est aujourd’hui devenue dans l’espace politique et médiatique, une sorte de baromètre de l’opinion publique. D’aucuns prétendent aujourd’hui détenir les moyens techniques ou l’expertise pour interpréter ce baromètre de l’acceptabilité en servant l’intérêt public.

Sondages citoyens, consultations publiques, activités et plateformes en ligne de participation citoyenne sont autant de dispositifs institutionnels et d’outils sociométriques qui permettraient de donner une valeur quantitative aux choix des décideurs politiques. Or, à ce jour, cette prise en compte du «poids» de l’opinion citoyenne relève davantage d’un matérialisme scientifique que d’une réelle volonté d’accorder une force concrète d’*empowerment* à la diversité des paroles et des actions citoyennes.

LE SPECTRE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Dans la mouvance des discours sur la participation citoyenne, les écoles d’administration publique ont schématisé un spectre représentant le processus par lequel les institutions peuvent stimuler cette «autonomisation» citoyenne.



TIRÉ ET ADAPTÉ DE IUCN (2010), P. 26

Si le terme «participation» renvoie à l’idée du dialogue, les activités participatives initiées par les institutions et les entreprises se font généralement autour d’enjeux ou de projets présélectionnés. Ce cadrage de ce qui peut et doit ou non être l’objet d’un dialogue avec les citoyen(ne)s vient réduire d’emblée le champ de leur action.

Dépendant du cadrage de l’enjeu ou du projet et de la quantité et de la qualité de l’information que les institutions acceptent de leur livrer en amont, les citoyen(ne)s demeurent passifs quant à la manière et au cadre dans lequel ils peuvent faire de la participation citoyenne. Pour faire image, disons que les initiatives de budgets participatifs et les sièges citoyens sur les comités municipaux ont surtout permis d’asseoir les citoyens sur le siège du passager, sans pour autant élargir de façon significative leur champ d’action sur le choix du véhicule à emprunter, de l’itinéraire à suivre et de la vitesse à laquelle s’y rendre.

Le terme participation renvoie également et surtout à l’idée d’un partage des pouvoirs décisionnels. Or, qui dit partage dit forcément négociation. Dans la foulée de la nouvelle gestion publique et de l’idéal de gouvernance, les sièges citoyens dans les centres de santé régionaux et autres organisations publiques et parapubliques

sont souvent attribués à des candidat(e)s dont la fonction professionnelle et la posture idéologique sont d’emblée reconnues comme compatibles avec celles de l’administration en place.

Ce fonctionnalisme ambiant est problématique en ce qu’il place justement le citoyen dans une fonction instrumentalisée, voire dans une posture «fonctionnariste», réduisant graduellement son rôle à celui de simple rouage. La cible visée n’est donc pas tellement de tendre l’oreille que de faire voir qu’on tend l’oreille.

ASSIÉGER L’ACTION CITOYENNE

On cherche surtout à éviter que le citoyen participatif devienne éventuellement un grain de sable dans l’engrenage du développement économique et politique.

Si les sièges citoyens permettent à ces derniers d’assurer une vigie dans les processus décisionnels, cette situation permet aussi aux décideurs et lobbyistes de mieux mûrir leur stratégie de communication et de fabriquer des discours «socialement acceptables».

Dans cette conjoncture, la participation citoyenne institutionnalisée aboutit la plupart du temps à une euphémisation de l’action citoyenne, voire une

stratégie visant à assiéger et assagir la citoyenneté.

LE DIALOGUE COMME HORIZON

Pour que la participation citoyenne s’inscrive dans une logique de réciprocité équilibrée, il faut élargir son champ d’action et accepter qu’elle soit parfois contestataire. Il faut repenser le politique comme cet espace de négociation où l’incommunication règne et où le dialogue naît, non pas de la convergence, mais de la confrontation de nos idées à celles des autres qui nous semblent toujours à priori «inacceptables». Suivant les observations de Dominique Wolton, sociologue français spécialiste de la communication politique (et surtout de «l’incommunication politique»), il faudra reconnaître que le dialogue n’est pas un moyen, mais l’horizon de la communication et de la négociation politique.

Il ne suffit donc pas de «vouloir dialoguer», mais aussi de reconnaître la légitimité et le pouvoir citoyen de négocier non seulement l’objet discuté, mais le choix de l’objet ainsi que les termes mêmes de cette négociation. ■

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n’est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Journaliste et coordonnatrice au contenu : Stéphanie Dufresne
Journaliste pigiste : Mariannick Mercure
Gestionnaire de communautés : Magali Boisvert
Correctrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto, Lise Bergeron
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

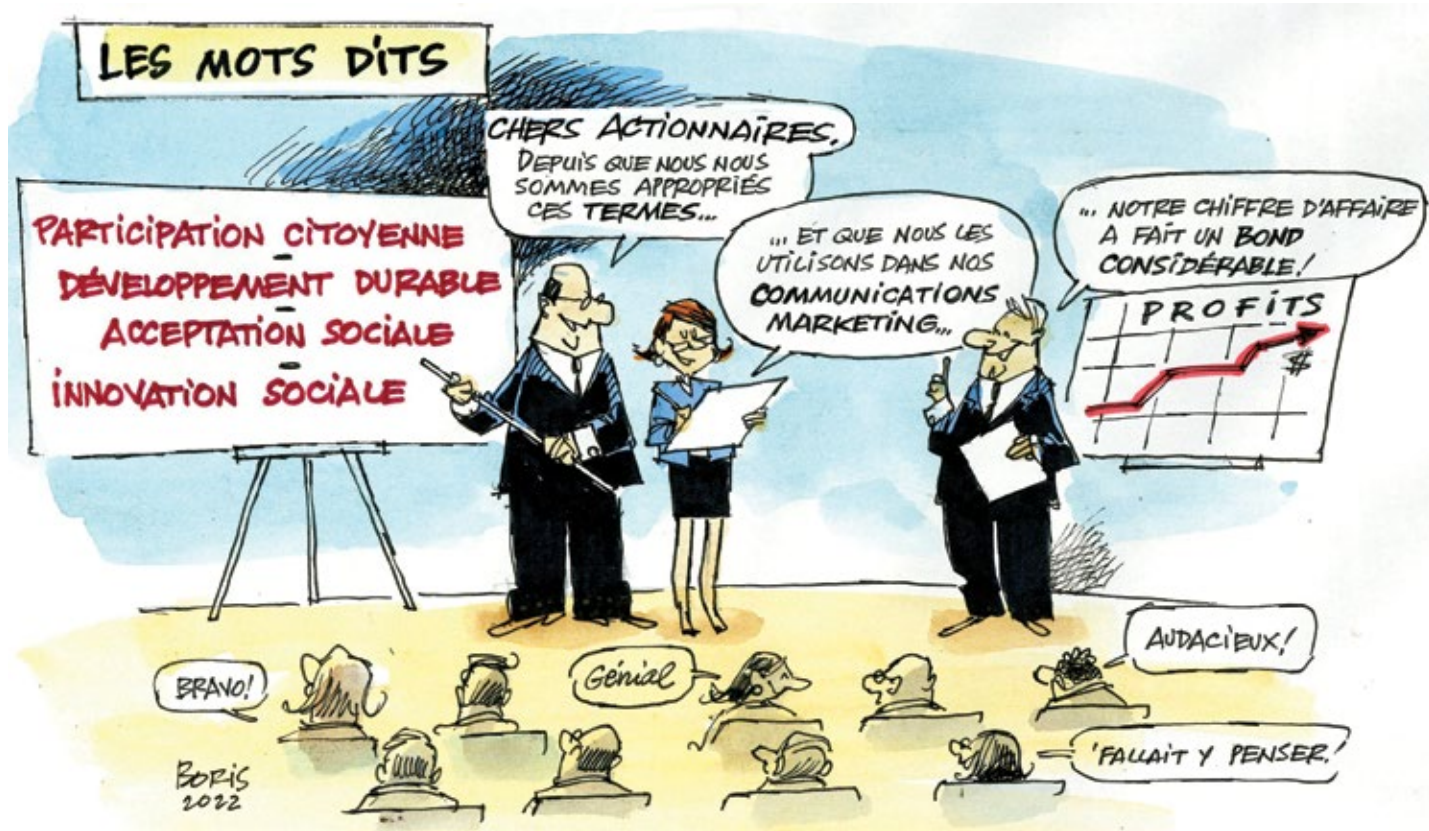
www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)
instagram.com/gazette_mauricie

ISSN : 1717-2179

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Québec

BORIS



Le privé en santé : plus cher et moins efficace

À l'instar des partis politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis une quarantaine d'années, le gouvernement de la CAQ prévoit augmenter la place du privé dans la santé. Pourtant, contrairement à la croyance selon laquelle le système public coûte plus cher et est moins efficace qu'un système privé, la réalité nous montre tout le contraire.



ALAIN DUMAS

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les données sur les différents systèmes de santé dans le monde. Le système de santé des États-Unis est le plus privé parmi les 38 pays membres de l'OCDE. Le secteur privé y représente 51 % des dépenses totales de santé, contre 49 % pour le secteur public, comparativement à 30 % privé/70 % public au Québec et au Canada, à 85 % public/15 % privé en Suède, et à une moyenne de 27 % privé/73 % public dans l'ensemble de l'OCDE.

Même si le secteur privé occupe la plus grande place aux États-Unis, le coût de leur système de santé est le plus élevé au monde, avec une dépense de 13 590 \$ par habitant, plus du double des montants dépensés au Canada (6 666 \$), au Québec (6 781 \$) ou en Suède (6 892 \$). Ainsi, les États-Unis consacrent 16,8 % de leur revenu national à la santé, soit la proportion la plus élevée au monde, comparativement à 10,8 % au Canada, 11,0 %

au Québec, 10,9 % en Suède, et à 8,8 % en moyenne dans l'OCDE.

POURQUOI LE PRIVÉ EN SANTÉ EST-IL PLUS COÛTEUX ?

Le système de santé américain est plus coûteux pour deux raisons. D'abord, parce qu'il n'existe pas aux États-Unis un régime universel d'assurance-maladie, mais plusieurs régimes privés gérés par 1 300 compagnies d'assurance; cela multiplie les frais d'administration du système de santé. D'autre part, en l'absence de toute forme de régulation, les salaires des médecins et les prix des actes médicaux sont très élevés.

En plus d'être le plus coûteux, le système de santé américain est globalement moins efficace, car il prodigue moins de services à la population. En effet, l'accès aux soins de santé est limité ou inexistant pour des millions de personnes. Près de 28 millions d'Américains n'ont pas les moyens de payer les primes d'assurance privée trop élevées. Des millions d'autres n'ont pas de couverture adéquate et ne peuvent payer les prix excessifs des soins privés et des médicaments.

LA MONTÉE DU PRIVÉ AU QUÉBEC

Le privé dans la santé occupe une place

de plus en plus grande au Québec. Selon l'IRIS, la part du financement privé dans la santé a augmenté de 52,6 % en 40 ans. Les dépenses moyennes d'un ménage québécois dans la santé privée atteignaient 3 000 \$ en 2018. Comme aux États-Unis, les montants versés aux assureurs privés ne se traduisent pas pour autant par une offre de service équivalente, étant donné que 30 % des montants payés en prime d'assurance privée sont destinés aux frais d'administration et de marketing et aux dividendes versés aux actionnaires.

Le privé gagne aussi du terrain depuis le regroupement des activités médicales dans des super-cliniques de santé privées. Si ces cliniques acceptent votre carte de la RAMQ, elles n'appartiennent cependant pas à l'État, mais à des groupes d'investisseurs privés. On dénombre plus de 500 cliniques privées au Québec, comparativement à quelques-unes au début des années 2000. Selon une étude, 74 % des cliniques privées sont des sociétés par actions qui visent le maximum de profits (ou dividendes) pour leurs actionnaires. Le comble dans cette histoire, c'est que ces super-cliniques privées sont financées par nos impôts.

LE CERCLE VICIEUX DE LA PRIVATISATION

Le hic avec le recours accru du privé dans la santé, c'est qu'il incite le personnel de la santé à migrer du secteur public vers les cliniques privées. C'est le cas des 7 700 infirmières qui exercent dans le secteur privé, soit 11 % de l'effectif total. Par ailleurs, le financement privé pousse de plus en plus de médecins à sortir du régime public, leur nombre étant passé de 50 en 2000 à plus de 800 en 2019.

Force est de constater que la montée du privé en santé n'a pas pour effet d'améliorer l'efficacité globale des soins, mais le transfert des ressources du secteur public vers le secteur privé.

Ainsi, le Québec s'enlise dans le cercle vicieux d'un affaiblissement du système public qui a comme conséquence de favoriser le secteur privé, et ainsi de suite. La route est donc pavée pour un système de santé à deux vitesses. 📌

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

INTERNATIONAL

À l'ombre d'une rivalité

La chute du mur de Berlin en 1989 a sonné le glas d'une époque. La destruction de ce symbole phare de la Guerre froide coïncidait alors avec un changement profond des relations entre les États.

DANIEL LANDRY
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Les années suivantes allaient illustrer par l'agonie de l'URSS et une pléthore d'analyses d'intellectuels de renom qui abordaient cette restructuration des relations internationales sous différents angles : « la fin de l'Histoire » (F. Fukuyama), le *soft power* (J. Nye), ou les périls du « choc des civilisations » (S. Huntington). Dans tous ces cas, la sentence était prononcée : le monde bipolaire du XX^e siècle était mort. Ni la nostalgie stalinienne de Vladimir Poutine ni son invasion de l'Ukraine n'y changent aujourd'hui quoi que ce soit. Ironiquement, le conflit ukrainien met plutôt en lumière la vulnérabilité et la dépendance économique de la Russie postsoviétique.

Il en est tout autrement de la Chine dont la puissance émergente fait craindre une nouvelle Guerre froide. Assistons-nous à l'instauration d'un nouveau monde bipolaire? Ainsi posée, cette question mène tout droit à une interprétation manichéenne du monde : un monde démocratique et libre qui s'opposerait aux autocraties liberticides. Une telle vision réductrice des relations internationales comporte d'importants risques. La rivalité sino-américaine existe bel et bien, et ira en s'amplifiant dans les prochaines décennies. Toutefois, le fait de focaliser strictement son attention sur un rapport de force entre deux superpuissances empêche de percevoir clairement des enjeux globaux de la plus haute im-

portance au XXI^e siècle. Dans l'ombre des géants se jouent plusieurs crises dont les principales victimes sont les populations vulnérables, particulièrement au Sud. Qu'il s'agisse de la crise climatique ou de celle des inégalités structurelles entre États ou entre classes, les modèles américain et chinois ont clairement démontré leurs limites, voire leur inertie, pour agir efficacement. Ce n'est assurément pas de cette rivalité que naîtront les courants progressistes de demain.

Depuis des décennies s'impose « l'empire invisible américain » (l'expression est de Mathieu Bélisle), où les extensions du pouvoir américain se sont invisibilisées, camouflées sous d'autres avatars (les GAFAM notamment) qui perpétuent la vision d'une vie à l'américaine. Or, derrière la grandeur de l'Amérique se cache une décadence incarnée par les crimes par armes à feu, les reculs en matière de droits civiques, la perpétuation du racisme et la vénération de la culture militaire. Ce n'est guère la recette d'une vision progressiste du monde. Une étude publiée récemment dans *Foreign Affairs* démontrait d'ailleurs qu'une décennie après le *Printemps arabe*, les populations du Moyen-Orient et du Maghreb aspirent désormais de moins en moins à la démocratie à l'américaine. Leur regard se tourne plutôt vers le développement économique à la chinoise (Jamal et Robbins, mars-avril 2022). C'est que l'empire du Milieu fait miroiter la croissance. Depuis l'année 1980, son économie a crû de façon exponentielle (mul-

tiplication par 37 en 40 ans), faisant sortir des centaines de millions de personnes de l'extrême-pauvreté. Son initiative d'étendre sa zone d'influence (la nouvelle route de la soie) fait de la Chine un acteur incontournable du développement en Asie, en Afrique, mais aussi en Europe. En dépit de ce portrait, il ne faut pas se laisser bernier par le mirage d'un nouveau progressisme en matière économique. À l'interne, les inégalités s'accroissent (coefficient de Gini au-dessus de 40 points), la population est vieillissante, les droits humains sont bafoués et la croissance se fait maintenant au ralenti. Dans sa zone d'influence extérieure, le développement hégémonique de la Chine se réalise au prix d'une domination aux airs de néocolonialisme.

À l'*American Dream* succèdera probablement le « rêve chinois » du président Xi Jinping. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, ce dernier clame haut et fort

que le dessein de la Chine est de devenir la grande puissance de la planète d'ici le centenaire du régime en 2049. Les États-Unis ne se laisseront pas facilement damer le pion et demeureront encore longtemps une superpuissance, mais force est de constater qu'à moyen et à long terme, il est fort probable que se dessine un tel rééquilibrage des forces sur l'échiquier politique international. Or, à l'ombre des rivalités interétatiques se joueront des défis plus importants pour la survie de l'humanité. La lunette manichéenne d'un monde bipolaire provient du siècle dernier. L'appliquer à la situation sino-américaine n'aidera en rien à comprendre ce qui se joue : dépasser la polarisation pour résoudre les crises actuelles. 📌

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com



POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG - WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



Émilie Gamelin : « L'Ange des prisonniers politiques »

La Journée nationale des Patriotes est l'occasion de revenir sur l'une des figures historiques féminines qui ont fortement marqué l'époque de la révolution du Bas-Canada en 1837-1838.



JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX
 DOCTORANT EN HISTOIRE À L'UQTR

Au Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Châteaudun, on retrouve la rue de « Mère-Gamelin ». Cette voie relie le boulevard Thibeau et la rue du Parc, croisant les rues Boisvert, Corbin, Forget, Gérin-Lajoie, Vincent-Massey et du Général-Vanier. Dans la section toponymique du site web de la Ville de Trois-Rivières, on explique brièvement la vie d'Émilie Gamelin (1800-1851) qui a voué sa vie aux pauvres, mais on passe sous silence son rôle dans les événements révolutionnaires.

Cadette d'une famille de 15 enfants, Émilie Tavernier naît à Montréal, le 19 février 1800. Après une enfance passée comme élève des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, elle épouse Jean-Baptiste Gamelin, à l'âge de 23 ans. Malheureusement, leurs trois enfants décèdent en bas âge et son époux décède également en 1827. Elle fonde aussitôt une œuvre de bienfaisance.

Au cours des années 1837 et 1838, en réaction au mouvement insurrectionnel du Parti patriote, principalement au

tour de Montréal, plus de 1300 patriotes ont été emprisonnés par les autorités, la plupart pour « haute trahison ». Les visites leur sont généralement interdites, mais la correspondance pourra reprendre à partir de janvier 1838. L'administration carcérale tolère entre ses murs quelques missions humanitaires. Parmi les premières femmes à porter secours aux prisonniers, il faut citer madame Papin et sa fille, de Lachine. Ces dames se rendent à la prison de Pointe-à-Callières, une sorte de hangar érigé en prison; elles y apportent des provisions préparées de leurs mains charitables; elles encouragent les prisonniers et sympathisent avec eux.

Dans son *Journal*, le patriote Jean-Philippe Boucher-Belleville (1800-1874) décrit bien les conditions sanitaires de la prison montréalaise des patriotes : « L'eau nous vient d'une pompe, mais on en a manqué souvent, parce que cette pompe était en mauvais ordre. Un quartier a été 26 heures sans avoir une seule goutte. Ce qui n'est pas extrêmement propre, c'est que cette pompe, je ne sais pour quelle raison mystique ou morale, étant dans les latrines on est obligé d'aller y chercher de l'eau pour boire et s'y laver. Une société de dames de cette ville dont le patriotisme mérite les plus grands éloges, fournit tous

les jours, depuis environ deux mois de la soupe à ceux des prisonniers qui n'ont que la livre et demie de pain pour subsister. »

Le prisonnier parle en fait de la mère du médecin-patriote Henri-Alphonse Gauvin, l'un des huit exilés aux Bermudes, Marguerite Barsalou, et de la veuve Tavernier, Émilie Gamelin. Celle-ci est célèbre pour avoir réussi à obtenir l'autorisation de visiter les révolutionnaires en prison, ce qui était absolument interdit par les autorités. Surnommée « l'Ange des prisonniers politiques », elle leur apporte de la soupe, du courrier, du soutien spirituel et d'autres soulagements comme du tabac. Parfois, elle transportait clandestinement dans son panier des lettres pour les patriotes emprisonnés. Elle fait également ce qu'elle peut pour consoler les veuves des condamnés à mort. On rapporte que sa chanson préférée était *Un Canadien errant*, composée en 1842 par Antoine Gérin-Lajoie (1824-1882), un écrivain natif de Yamachiche.

On raconte aussi qu'elle faisait passer les enfants des patriotes comme ses assistants pour qu'ils puissent aller voir leur père en prison. Elle avait donc un rôle-clé très important en tant que « travailleuse sociale doublée d'une infirmière ». Plusieurs autres dames l'accom-



PHOTO : WIKIPÉDIA

pagent, chacune à tour de rôle : Agathe Perreault-Nowlan, Euphrosine Lamontagne-Perreault, Éléonore Gauvin-Ostell, Sophie Gauvin-Perreault, Émilie Hérigault-Pelletier et Adèle Berthelot, la femme du politicien Louis-Hyppolite LaFontaine.

Dès 1842, elle prononce un vœu privé, ce qui engageait toute sa personne au service des pauvres. En 1843, après des années de services aux démunis, dame Gamelin fonde la Congrégation des Sœurs de la Providence, la première communauté du genre dans le Bas-Canada (le Québec d'alors). Fondée par des Montréalais d'origine, elle sera érigée canoniquement, le 29 mars 1844, par Mgr Ignace Bourget, alors qu'Émilie Gamelin prononçait ses vœux de religion. Elle s'occupait de soigner les moins nantis, les vieillards, les femmes âgées, les sourdes-muettes et les orphelines.

Émilie Gamelin est la première fondatrice canadienne-française d'une communauté religieuse au Bas-Canada (peinture anonyme vers 1890).

Longtemps auprès des malades du typhus puis du choléra, elle en mourra, le 23 septembre 1851, après sept années passées en communauté. Émilie Gamelin est donc la première fondatrice canadienne-française d'une communauté religieuse au Bas-Canada depuis la Conquête de 1760.

Depuis toujours, Montréal appelait cette femme d'action et de compassion, « la Providence des pauvres ». Plusieurs dizaines de femmes ont poursuivi son œuvre, inspirées par son humilité, sa simplicité et sa charité. Déclarée bienheureuse par le pape Jean-Paul II, le 7 octobre 2001, elle attend encore sa canonisation.

VERSION LONGUE ET SOURCES DISPONIBLES
au gazetteauricie.com

MÉDIA PARTENAIRE

Le pouding chômeur de Zachary

Le 20 avril dernier, à Saint-Stanislas, la Microbrasserie Le Presbytère profitait du mois de sensibilisation à l'autisme, ainsi que de l'occasion du lancement du magazine Le Référentiel du Regroupement des organismes en déficience intellectuelle (DI) et trouble du spectre de l'autisme (TSA), pour lancer un projet socioprofessionnel.

ÉRIC MORASSE

BULLETIN DES CHENAU

On met en marché un pouding chômeur à l'érable, créé par Zachary Bédard, jeune homme ayant un TSA qui travaille depuis 4 ans et demi dans les cuisines du restaurant de Saint-Stanislas. Les poudings sont en vente au coût de 8 \$ à la Mi-

crobrasserie. Sur chaque vente, 2 \$ seront remis à l'Association des personnes vivant avec un handicap (APEVAH) des Chenaux.

Soulignons que la totalité du sirop d'érable utilisé dans la confection des desserts est fournie par l'Érablière Denis Bédard, entreprise apparte-

nant à la famille de Zachary qui n'a pas hésité à s'associer au projet.

UN EMPLOYÉ TRÈS APPRÉCIÉ

C'est une initiative qui vise avant tout à briser les préjugés encore trop présents et à sensibiliser le grand public à l'inclusion des personnes autistes en milieu de travail et le Presbytère tient à mettre en lumière le travail de Zachary.

Zachary Bédard a terminé ses études dans le cadre de l'enseignement spécialisé de l'Académie des Estacades puis, à l'occasion d'un stage en milieu de travail à la Microbrasserie, il a développé une véritable passion. « En regardant Zachary expérimenter diverses tâches en cuisine durant ses stages, j'ai été impressionnée par ses compétences et par son intérêt en pâtisserie », mentionne Isabelle Dupuis, cheffe propriétaire.

« J'ai découvert une passion pour les desserts », confirme le

principal intéressé. « Ça me fait plaisir de travailler avec Isabelle, je me sens bien intégré dans mon équipe de travail ». Il est d'ailleurs très apprécié au Presbytère, autant pour la qualité de son travail que pour sa contribution à l'ambiance. « C'est un vrai rayon de soleil », de dire Isabelle Dupuis.

« La mise sur pied de ce projet vise à le motiver en lui faisant vivre une nouvelle expérience et à le rendre fier des progrès qu'il a accomplis depuis son arrivée chez nous. Cela donne aussi espoir et réconfort aux personnes vivant avec un handicap », termine-t-elle.

Zachary Bédard était en effet bien fier lors du lancement de son pouding chômeur, une fierté partagée par ailleurs par les gens de l'APEVAH présents, notamment Manon Germain, la directrice de l'organisme, qui était très émue devant la réussite de ce jeune homme qu'elle côtoie et suit depuis longtemps.



C'est un Zachary Bédard rayonnant qui nous présente son pouding chômeur à l'érable. Derrière lui, de gauche droite, la cheffe propriétaire de la Microbrasserie Le Presbytère, Isabelle Dupuis, ainsi que Manon Germain, directrice générale de l'APEVAH des Chenaux, et son président Gilles Pratte.



JOURNAUX
 MENSUELS
 D'ACTUALITÉ
 LOCALE

LE BULLETIN
 des Chenaux

LE BULLETIN
 de Mékinac

PORTE-PAROLE
 DE LA
 COMMUNAUTÉ
 DANS LES
 MRC DE MÉKINAC
 ET DES CHENAU

44, chemin Rivière-à-Veillet
 Bureau 220,
 Sainte-Geneviève-de-Batiscan
 G0X 2R0

819 840-3091
 info@lebulletindeschenaux.com
 publicite@lebulletindeschenaux.com

L’animatrice de Racines mauriciennes, Valérie Deschamps, nous propose de l’accompagner à travers son périple en Mauricie alors qu’elle va à la rencontre de Pierre, Louise, Simone et bien d’autres personnes âgées de notre territoire à la recherche des histoires fascinantes du monde ordinaire; ces histoires qui au fil du temps ont tricoté notre identité collective régionale.

Cette série est produite par *La Gazette de la Mauricie* et présentée par la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie. Elle est aussi rendue possible grâce à la contribution du Gouvernement du Québec et de son programme Québec ami des aînés.



Christian Bouchard : à grandeur d’homme

J’ai intitulé l’article *Christian Bouchard : à grandeur d’homme*, car s’il y a une chose qui m’a marquée impressionnée dès les premières minutes de notre rencontre, c’est la grandeur de l’homme qui se trouvait devant moi. Bon, c’est sûr et certain que mon 5 pieds 3 pouces ne m’aidait pas devant l’homme de plus de 6 pieds, mais c’est davantage l’aura de bienveillance qu’il dégage dès l’ouverture de sa porte qui m’a tout de suite conquise. Accueillie par un sourire lumineux et un bonjour chaleureux (sans parler de l’excellent verre de vin maison !), je suis invitée à m’installer dans une des pièces aux couleurs des livres qui ont été des chapitres de sa vie.



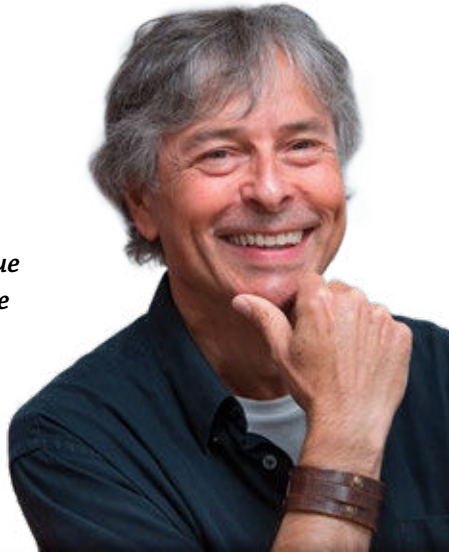
VALÉRIE
DESCHAMPS

« J’ai appris très tôt que les mots étaient d’abord et avant tout des instruments d’humiliation. Parce que c’est avec les mots qu’on humilie ceux et celles qui n’en ont pas », raconte-t-il. « C’est avec des expressions comme “les petites gens”, “né pour un p’tit pain” ou “quand on est valet, on n’est pas roi” qu’on humilie les gens. Ça m’a tellement marqué, qu’à toute idée de monarchie, je me sens tout de suite révolutionnaire ! », ajoute Christian. Ces phrases préconçues et dénigrantes horripilent le professeur retraité. C’est que, dès son plus jeune âge, il a ressenti le dégoût pour cette culture du chef dont notre société tend à se prévaloir. Pour Christian, ces mots placent les gens dans une hiérarchie et une structure sociale définie qui nuit à leur émancipation. Comme il le dit si bien, « l’autorité n’est valable que si elle aide quelqu’un à s’épanouir ». Christian a toujours été gui-

dé par cette philosophie durant ses années d’enseignement. D’ailleurs, ses anciens étudiants(-es) m’ont tous et toutes déclaré que Christian était un accompagnateur. Une bible de connaissances qui les aidait à voir leur potentiel, qui les considérait à son égal, peu importe leurs savoirs et leur culture. Cette impression reflète sa vision de l’enseignement puisque, selon ses propres termes « un prof, tel que je l’entends, c’est quelqu’un qui occupe beaucoup d’espace au point de départ et, peu à peu, c’est son groupe qui va occuper l’espace. Je disais souvent à mes étudiants : « Apprenez à vous débarrasser de moi ! ” ». Pour lui, c’est une forme de passation, de coopération, de construction individuelle qui s’effectue par un travail collaboratif entre le professeur et l’étudiant(-e).

En plus d’avoir enseigné dans différentes institutions d’enseignement, Christian Bouchard compte aussi l’écriture et la communication orale dans son parcours professionnel. Les auditeurs et auditrices de *Radio-Canada Mauricie* tout comme les lecteurs et lectrices du *Nouvel-liste* ont pu se délecter de ses mots qui lui

Dans une vie, on croise des centaines d’humains. Il y a ceux qui ne sont que de passage et ceux qui laissent un petit fanion sur le bord de notre route. Christian Bouchard en a certainement laissé un dans la mienne ainsi que dans la vie de plusieurs autres personnes. Que ce soit par l’enseignement, par sa plume ou par sa voix, cet humaniste a marqué jeunes et moins jeunes au cours des années. Faites la rencontre de Christian Bouchard dans cet épisode de Racines mauriciennes.



étaient si chers. « Je me souviens quand je travaillais à la revue de presse à la radio. J’ai adoré faire ça. J’étais avec une équipe du tonnerre. J’avais fixé un niveau d’exigence. Dieu sait que je l’ai rempli, ce mandat-là !. C’est ce qui fait que les gens adoraient ça. Avec Louise Hamel, Claude Bernatchez, Guy Marcotte... Il y avait une chimie, une super équipe de travail. Chacun faisait en sorte que ça fonctionne bien », raconte-t-il. Occupant deux postes à temps partiel, toujours animé de ce désir de se surpasser et d’offrir le meilleur de lui-même, Christian se rappelle que ce moment de sa vie ne fut pas de tout repos. Et pour une des rares fois, l’homme s’ouvre à ce sujet publiquement. « À un moment donné, le bouchon a sauté. Deux mi-temps, c’est deux temps pleins. ».

L’espace de cet article est trop limité pour vous dévoiler entièrement toutes les facettes de cet homme. Humain, vrai et sans tabous, Christian se laisse porter par notre discussion. Anecdotes, moments marquants, faits cocasses et récits souvenirs agrémentent cet entretien, que je vous invite à découvrir. Un épisode de Racines mauriciennes touchant, rempli de philosophie et d’humanité. Faites comme moi et partez à la découverte de Christian Bouchard, cet humaniste à hauteur d’homme. 📺

BALADO DISPONIBLE *au*
gazettemauricie.com

LA TÊTE DANS LES NUANCES

Qu’est-ce qui explique la faiblesse des relations internationales canadiennes?

Le conflit en Ukraine fait naître des questionnements sur les relations internationales du Canada. Dans ce troisième épisode de *La tête dans les nuances*, l’animateur Robert Aubin s’est entretenu avec Diane Éthier, spécialiste des relations internationales et des processus de démocratisation, Rémi Landry, militaire de carrière et professeur associé à l’École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke, et Pierre Guimont, diplomate d’expérience et expert des relations internationales. Ensemble, ils ont discuté de la place qu’occupe le Canada sur l’échiquier international.

STÉPHANIE DUFRESNE

CHACUN POUR SOI DANS UN MONDE BIPOLAIRE

Selon Diane Éthier, la plupart des événements internationaux découlent en grande partie d’une rivalité entre deux camps : le camp occidental d’un côté (États-Unis, pays de l’Union européenne, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) et le camp euro-asiatique de l’autre, représenté par la Chine, la Russie, quatre ex-républiques de l’URSS ainsi que le Pakistan, l’Inde et l’Iran.

D’après elle, dans le cas particulier de la guerre en Ukraine, la Russie, isolée et victime de plusieurs sanctions de la part des pays du camp occidental, ne peut pas compter sur ses alliés du camp euro-asiatique. « Dans toutes les alliances internationales, chaque pays membre pense toujours d’abord à ses propres intérêts », précise-t-elle. La politique étrangère de la Chine, par exemple, a comme principe de base la non-ingérence et le respect de la souveraineté des États. Un appui à l’invasion de l’Ukraine par la Russie « irait complètement à l’encontre de ses principes ». Par ailleurs, si la Chine aidait la Russie à

contourner les sanctions économiques et politiques des pays occidentaux, elle pourrait subir des représailles américaines.

Les pays de l’OTAN et de l’Union européenne pensent aussi d’abord à leurs propres intérêts. « Ils ont adopté des sanctions, mais ça s’est arrêté là », souligne Diane Éthier. Rémi Landry déplore fermement cette situation : « En n’intervenant pas en Ukraine, on va à l’encontre de toutes les conventions internationales qu’on a mises de l’avant depuis les derniers 50 ans. Le président Biden parle même d’un génocide. »

LES PROBLÈMES STRUCTURELS DE LA DÉFENSE

Selon le colonel Landry, le Canada, dans les 30 dernières années, a continuellement restructuré et diminué les capacités des forces armées tout en laissant croire à sa capacité de pleinement coopérer avec ses alliés. Or, « il n’est plus à la hauteur [et] cela va prendre au moins 10 ans pour rattraper le temps perdu, dit-t-il. Présentement, il manque 10 000 hommes entraînés pour faire face aux besoins de la défense et puis [il y a aussi] un manque d’effectif de 5000 personnes ».

Pour Pierre Guimont, il faudrait d’abord que les Forces canadiennes et le ministère de la Défense dépensent les sommes déjà budgétées, ce qui n’est pas le cas. « Il y a des problèmes d’approvisionnement sérieux au gouvernement du Canada, dans le domaine de la défense en particulier. Si on pouvait déjà dépenser les budgets qu’on a, on serait déjà en meilleure position en termes de troupes et de ressources physiques. »

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DÉFICIENTE

Diane Éthier estime que la faiblesse de l’influence du Canada sur la scène internationale vient de son absence de politique étrangère. Une position que partage Pierre Guimont, qui, soulevant que la politique étrangère canadienne n’a pas été révisée depuis 2005, se questionne sur la capacité du gouvernement à adopter une politique étrangère cohérente : « Avec la polarisation de la politique canadienne, la démocratie qui bat de l’aile, la montée des populistes, est-ce qu’on sera en mesure de développer une position cohérente ? »

Rémi Landry croit que les partis politiques devraient travailler ensemble et développer une vision à long terme :

« Une politique internationale, c’est quelque chose qu’on doit [élaborer] pour les 15 ou 20 prochaines années et qui doit être modifiée chaque année de façon à prendre en considération ce qui se passe sur la scène internationale », énonce-t-il.

Pour Diane Éthier, l’une des clés serait que le Canada cesse de suivre les États-Unis et qu’il s’attarde à élaborer une politique étrangère qui reflète les intérêts du Canada et non pas uniquement ceux des États-Unis.

Tous s’entendent pour dire que les citoyens devraient s’intéresser davantage à ce sujet. « Les gens ne sont pas pleinement conscients de l’affaiblissement du Canada en matière de politique étrangère et de l’affaiblissement des Forces armées canadiennes », constate Rémi Landry. Or, « ce sont des enjeux qui concernent tout le monde », de conclure Pierre Guimont. 📺

La tête dans les nuances est une collaboration de La Gazette de la Mauricie et de NousTV. Pour visionner l’épisode ainsi que les entrevues individuelles de chacun des trois invités, rendez-vous sur la page Web de La tête dans les nuances.

Chronique linguistique

Mot à mot : narratif

Tendez l’oreille et ouvrez l’œil ! Un nouvel anglicisme se répand tel un vilain virus, notamment dans les médias : *narratif*. Bloquons-le avant qu’il devienne endémique.

MIREILLE PILOTTO
TRADUCTRICE ET RÉVISEURE

« Sergent, avez-vous pu reconstituer le *narratif* de cet accident routier ? »
« Le *narratif* de ce jeu vidéo s’avère très captivant. »

Grrrrr ! L’emploi erroné de *narratif* me met en rogne. D’une part, ce terme existe bien en français, mais il est utilisé surtout comme adjectif qualificatif. Par exemple : la trame narrative de ce roman regorge de rebondissements inattendus. D’autre part, on emprunte sans vergogne le substantif *narrative* anglais en négligeant les multiples options qu’offre déjà notre vocabulaire.

Ainsi, pour reprendre les deux exemples mentionnés précédemment, on peut reconstituer le **déroulement** d’un accident et apprécier le **scénario** d’un jeu vidéo. Par ailleurs, on peut très souvent remplacer *narratif* par **récit** ou **histoire**. Exemples : le récit d’un témoin, l’histoire de ce conflit.

Quant à la **narration**, elle désigne le récit détaillé d’un fait ou d’un événement, imaginaires ou réels. Dans le domaine de la littérature, notamment, les auteurs et autrices de romans se servent du procédé de la narration pour raconter et déployer l’intrigue, en y insérant possiblement des dialogues et des descriptions.

Cependant, le mot *narratif* existe comme nom commun en français, mais il s’agit d’un terme savant, dont voici la définition : « texte qui reflète ou promeut une information, un point de vue, un objectif ou un ensemble de valeurs, sous la forme d’une narration ». Il est alors synonyme de **discours narratif**. On comprend donc qu’il s’applique surtout dans le contexte de l’analyse de la langue.

Du côté de la France, certains médias ont rapporté récemment « la *narrative* de Poutine » – à propos de la guerre en Ukraine. Un usage peu étonnant, puisque dans l’Hexagone on ne déguise pas les anglicismes, on les affiche (rappelez-vous le *pass* sanitaire). Bien évidemment, on parle ici de la **propagande** du Kremlin, du **discours** ou de la **version** du président Poutine ou encore, à la limite, du **baratin** de cet impérialiste forcené. (Pardon, je m’emporte de nouveau !)

Étant pacifiste, je ne prônerai pas de prendre les armes contre l’intrusion du **narratif** inapproprié, mais simplement de demeurer vigilant. Vive notre langue libre ! 🇫🇷

MICHELLE LASALLE

À la recherche du temps matériel

En juin 2021, Michelle LaSalle recevait la toute première bourse de production Denis-Charland pour son dossier comportant des extraits de son projet de maîtrise, *Une buée de tous les jours – An Everyday Cloud*. Cette bourse, octroyée par l’Atelier Presse Papier en collaboration avec *Le Sabord*, inclut notamment une résidence d’un mois à l’atelier trifluvien. L’artiste montréalaise a donc passé novembre dernier à Trois-Rivières, où elle a pu prendre le temps d’explorer la matérialité du papier.



PHOTO KATIA M. BRIAND

Michelle LaSalle, à l’Atelier Presse papier.

ANNE-MARIE DUQUETTE
LE SABORD

Sabord

SAISIR LE TEMPS

Michelle LaSalle a toujours été passionnée par les traces fugaces de la mémoire. Elle a entre autres travaillé l’archive photographique à l’aide de caméras jetables, oubliées dans un tiroir pendant sept ou huit ans. Puis, elle les a redécouvertes, en a développé les images et a construit des souvenirs à partir de ces instants figés. Le thème du temps est arrivé très tôt dans sa pratique, et c’est grâce à ce dernier qu’elle s’est tournée vers l’estampe : « à la base, je m’intéresse beaucoup à l’archive, à la mémoire, aux souvenirs, aux choses qui disparaissent, qui s’effritent, qui se modifient aussi à travers le temps. Je pense que ça m’a menée au procédé d’estampe et à un intérêt pour la lithographie, la gravure, la sérigraphie. » Pour l’artiste, les gestes composant l’image évoquent en eux-mêmes la mémoire, l’oubli, la modification, la répétition.

« *Une buée de tous les jours*, c’est un projet qui essaie de parler du temps et de la mémoire à travers celui de l’atelier, mais aussi du temps de vie, donc celui à la maison », confie Michelle LaSalle. Elle reconnaît que la pandémie a changé son rapport au temps, tout comme la venue au monde de son enfant. Son horaire est devenu morcelé entre le travail et la vie familiale : « mais finalement, remarque-t-elle, les gestes qui se répètent se ressemblent beaucoup, entre l’atelier et la maison. Surtout lorsqu’on parle d’estampe. » Elle tente de saisir à la fois le temps qu’elle qualifie de tan-

gible et celui qui file. Elle qualifie d’ailleurs sa pratique de méditative.

ENTRE ARTS VISUELS ET ÉCRITURE

Pour Michelle LaSalle, la démarche en amont de l’œuvre exposée fait partie intégrante de son travail en estampe. Elle donne un exemple à partir de la technique de la lithographie qui consiste à fixer une image dans la pierre pour ensuite l’imprimer. Entre chaque image, il faut poncer la pierre pour faire disparaître le motif précédent : « je m’intéresse beaucoup à ce moment-là où l’image passe de très claire à disparue. Et si on ne ponce pas suffisamment la pierre, l’image peut revenir en fantôme. Elle peut donc revenir hanter la personne qui la travaille. » Parfois, l’image finale ne raconte pas l’entièreté du processus de création : c’est pourquoi Michelle LaSalle s’est tournée vers l’écriture. Elle œuvre actuellement à la conception du livre d’art, *Une buée de tous les jours – A Everyday Cloud*, dans lequel elle fait alterner les estampes et les histoires de leur création. Ces compléments narratifs accompagnent les œuvres visuelles, mais leur insufflent aussi une nouvelle profondeur, celle du temps et de la poésie de la conception.

LE TEMPS D’EXPLORER

Ce mariage entre le récit du processus de création et son résultat engendre toutefois certaines contraintes. L’artiste doit noter scrupuleusement les étapes au fur et à mesure de leur exécution, avant de les oublier, et cette pratique demande beaucoup de temps et une rigueur considérable. La résidence d’un mois à l’Atelier Presse Papier a été un moment privilégié pour Michelle LaSalle qui lui a permis d’approfondir ses recherches sans limites. Elle y a exploré deux images en particulier : une photo-

graphie prise par sa collègue et amie Katia M. Briand ainsi qu’une œuvre tirée d’*Une buée de tous les jours – A Everyday Cloud* : « la photo de Katia, je l’ai imprimée 90 ou 92 fois. J’ai travaillé les superpositions, les transparences. J’ai ensuite froissé et défroissé ces estampes, les ai travaillées jusqu’à ce que le papier devienne comme un tissu qui rappelle la peau. C’était vraiment une exploration de la matérialité de cette image. » Cette réalisation s’inscrit d’ailleurs dans un projet collaboratif entre la photographe et l’artiste qui sera développé dans les mois à venir autour des thèmes du deuil et de la lumière. Michelle LaSalle a également repris une de ses œuvres antérieures, qu’elle a réimprimée plusieurs fois à l’Atelier Presse Papier, de manière à construire une courtepoinette, une grille d’images en série qui se rejoignent et dialoguent entre elles. Cette nouvelle production sera intégrée aux futures expositions d’*Une buée de tous les jours – A Everyday Cloud*.

La résidence à l’atelier trifluvien est arrivée au bon moment dans le parcours de l’artiste : « c’était vraiment intéressant de ne pas avoir de limites de temps et d’avoir un vrai moment où je pouvais explorer les choses et essayer différentes avenues. Je venais de finir ma maîtrise et, en plus d’être une belle reconnaissance, la bourse Denis-Charland m’a offert un tremplin pour aller vers d’autres directions, voir ce que je veux faire. »

En plus du livre d’art à venir et du projet en collaboration avec Katia M. Briand, Michelle LaSalle verra la nouvelle mouture d’*Une buée de tous les jours – A Everyday Cloud* diffusée au centre d’essai en art imprimé Arprim en 2023, à Montréal. Une artiste à suivre ! 🇫🇷

« À CHACUN SON HISTOIRE »

Des élèves et des personnes âgées se lient grâce à l’art

L’équipe de Culture Trois-Rivières a lancé en janvier dernier un projet de médiation culturelle destinée à rapprocher des enfants et des personnes âgées en résidence. Le projet, intitulé « À chacun son histoire », a permis de mettre en contact des jeunes de la 4^e année de l’école primaire Cardinal-Roy, ainsi que des résidents et résidentes des Maronniers, à travers l’art et les objets anciens.



PHOTO : OLIVIER CROTEAU

Le projet de médiation culturelle a permis de mettre en contact des jeunes de 4^e année et des personnes âgées

MAGALI BOISVERT

COLLABORATION SPÉCIALE
CULTURE TROIS-RIVIÈRES



UN PROJET INTERGÉNÉRATIONNEL ET INTERCULTUREL

Claudia Marin, responsable du projet chez Culture Trois-Rivières dans l’équipe du développement culturel, explique que l’idée de rassembler les enfants et les personnes âgées à travers la médiation culturelle trottait dans la tête de l’équipe depuis un bon moment. Or, l’occasion s’est présentée d’ajouter un aspect interculturel à l’expérience : « On s’est dit : “Pourquoi ne pas faire le projet avec des élèves de quatrième année qui seraient issus de diverses communautés culturelles?”, puisqu’on sait que certains élèves n’ont pas leurs grands-parents avec eux parce qu’ils sont restés dans leur pays d’origine. »

Évidemment, il fallait ensuite trouver une manière de faire entrer l’art dans l’équation. « On souhaitait travailler avec une artiste multidisciplinaire qui est établie à Trois-Rivières, qui a une approche en médiation culturelle, donc qui a de la facilité à entrer en connexion avec différentes clientèles et qui est à l’aise d’animer une rencontre entre deux clientèles qui ne sont pas nécessairement habituées à se côtoyer. On a pensé à Alejandra Basaños, une artiste multidisciplinaire qui a aussi une connaissance de la réalité des personnes immigrantes », relate Claudia Marin.

UN MINI MUSÉE DANS UNE SALLE DE CLASSE

Alejandra Basaños, artiste d’origine argentine, a eu carte blanche dans le processus. C’est sur les objets anciens qu’elle a choisi de consacrer les créations artistiques : « L’idée, c’était de créer des textes et des images à partir des objets anciens. »

Alejandra Basaños a d’abord présenté aux jeunes les artefacts dans leur classe : « Je voyage avec une mini musée ! Il y a des fers

à repasser, il y a des chandeliers, des anciens outils de construction, donc les élèves, quand ils ont vu ces outils-là, ont imaginé ça servait à quoi. Il y avait des outils qu’ils n’avaient jamais vus, parce qu’on ne les utilise plus. Donc, des fois, ça créait l’imagination de trouver une fonctionnalité qui n’existe pas. C’est des conversations vraiment drôles ! »

Les jeunes ont ensuite utilisé des cartes postales pour correspondre avec la personne âgée de la résidence des Maronniers avec laquelle ils étaient jumelés. Éventuellement, dès que les contraintes sanitaires l’ont permis, les paires ont pu se rencontrer, non sans fébrilité.

LE CYCLE DE LA VIE

Alejandra Basaños et Claudia Marin ont toutes deux assisté à des conversations, par moments touchants, par d’autres cocasses, entre les enfants et leurs adultes assignés. L’artiste trifluvienne se rappelle d’une dame qui « racontait que dans son village, quand elle était jeune, il n’y avait pas de pompiers. Quand il y avait un incendie, il y avait le prêtre qui arrivait d’abord avec l’eau bénite ! »

Claudia Marin relate de son côté un échange entre une résidente « inspirante » presque centenaire qui expliquait son passé à la jeune élève lui étant assignée. « Elle lui disait que c’était du donnant-donnant ; qu’éventuellement ce serait son tour quand elle serait plus vieille, qu’une jeune fille de son âge lui poserait des questions. C’est un cycle de la vie, et c’est tellement beau d’entendre ça d’une résidente qui se mettait dans la peau d’une jeune de 10 ans. »

DES EXPOSITIONS À VENIR

Avec les correspondances et les dessins des objets anciens réalisés par les duos intergénérationnels, Alejandra Basaños créera de grandes bannières qui seront exposées d’abord dans la cour de la résidence des Maronniers, puis dans la cour de l’école Cardinal-Roy, jusqu’à la fin des classes. Avec de tels résultats, l’équipe de Culture Trois-Rivières souhaite reproduire ce genre de projet rassembleur dans le futur. 

Suggestions littéraires



LIBRAIRIE POIRIER

LE SCHISME IDENTITAIRE

Étienne-Alexandre Beauregard

Pour Étienne-Alexandre Beauregard, depuis deux décennies, les Québécois traversent un mauvais rêve où une idéologie hégémonique remet en question leur droit même d’exister comme nation. Le débat autour de la question nationale devient secondaire, la cote de popularité du concept d’État-nation est en chute libre, nos relations sont trop souvent évaluées en fonction de la couleur de la peau et de la religion, nos services publics sont prétendument des lieux de racisme systémique, les droits individuels ont remplacé les droits collectifs. Même le peuple québécois a perdu son statut de colonisé et on lui fait jouer le rôle de l’opresseur pour la première fois de son existence.



Participons-nous à l’effet d’une mode passagère ou d’un enjeu beaucoup plus profond pour la suite de notre histoire comme peuple francophone en Amérique ? Étienne-Alexandre Beauregard nous propose une grille d’analyse afin de comprendre ce Québec qui se cherche depuis 1995.

Selon Beauregard, le Québec mène une guerre culturelle qui s’articule autour de deux définitions antinomiques du Québec, lesquelles tentent de s’imposer : d’une part l’État-nation francophone, hérité de la Révolution tranquille, qui aspire à un Québec républicain inspiré de l’époque des Lumières et qui conçoit un sujet politique québécois unitaire et assujéti à une éthique de la loyauté ; d’autre part, l’État multiculturaliste issu du courant postnational en vogue depuis 1995, lequel voit le Québec comme un sujet politique fragmenté qui doit obéir à une éthique de l’altérité.

Ce diagnostic pertinent et approfondi nous permet d’identifier les acteurs en jeu, et il nous invite à revoir nos analyses critiques concernant un Québec en pleine évolution et à la croisée des chemins.

Guy Rousseau

MARCHE À VOIX BASSE

Nelly Desmarais

Marche à voix Basse, le premier recueil de poésie de Nelly Demarais, est empreint de lieux. Il nous parle du dehors et du dedans, et comment certains endroits peuvent nous conforter ou nous hanter au gré des événements. Entre les murs d’un couvent et dans les ruelles d’Hochelaga, les environs font effet, ils nous ramènent toujours à nous-mêmes. Les traumatismes habitent le corps et l’esprit, ternissant le quotidien à notre insu. Les poèmes de Nelly se présentent parfois comme un exutoire, une langue symptomatique, et tantôt comme une remémoration, un hommage. Ils saisissent le passé et certains souvenirs qui le touchent dans un présent apparemment éternel. *Marche à voix basse* est un livre éclectique ; à travers les citations, les époques et les thèmes, il nous parle de l’âme et de ses diverses tonalités.



Laurence Primeau

REQUIEM

Gyrdir Eliasson

Jonas ne connaît peut-être pas toutes les raisons qui le poussent à se recueillir au chalet de son beau-père Andrés. Certes, il veut s’éloigner de son travail de publicitaire afin de composer de la musique. Sous la tutelle de Bach et de Dvorak, il se laisse inspirer par l’air frais de la campagne et le chant des oiseaux dans l’espoir d’écrire une symphonie dont les ébauches noircissent les lignes de son carnet depuis un peu trop longtemps. Graduellement, le calme et la solitude font ressurgir des situations passées, qui l’amènent à faire le point sur son présent. À travers ses préoccupations mélancoliques, Jonas révèle le parallèle qui existe entre l’inspiration artistique et les fluctuations sentimentales. Et si la disparition de son carnet Moleskine avait un lien avec le déclin de son couple ?



Laurence Primeau

L'équité salariale, il faut + qu'en parler



Centrale des syndicats
du Québec

equite.lacsq.org



La Loi sur l'équité salariale a 25 ans. Malgré plusieurs grandes avancées, le combat des femmes pour obtenir un salaire égal pour un emploi jugé équivalent en est un de tous les instants. Malheureusement, des iniquités persistent.

Il est donc temps de revoir la Loi pour lui donner plus de mordant afin de permettre l'atteinte de la rétribution équitable des personnes salariées occupant des emplois à prédominance féminine.

